

Aziliz GOUEZ

Diplômée de l'EHESS et de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, elle est responsable des recherches de *Notre Europe* sur l'identité européenne. Conduites à partir d'une approche anthropologique, ces recherches ont donné lieu à la réalisation d'une série d'entretiens sur l'identité européenne ainsi qu'à la publication d'études de cas sur les nouvelles formes d'appartenance apparues en Europe à la faveur du déclin des grandes utopies et dans le contexte mouvant et incertain de la globalisation. C'est dans le cadre de cette réflexion qu'Aziliz Gouez a conçu le projet « Fabriques de l'Europe », fruit d'enquêtes ethnographiques croisées entre l'Italie et la Roumanie, la Pologne et l'Irlande, la Serbie et la Suède.

Fabriques de l'Europe

Montée en puissance de la Lega Nord en Italie, du Jobbik en Hongrie, du PVV aux Pays-Bas, de la N-VA en Flandres : c'est avec un succès manifeste que les tenants d'une constriction du pacte de solidarité collective ont abordé les rendez-vous électoraux de l'année 2010. Le dépaysement que ces prédicateurs de l'entre-soi se proposent de conjurer est celui des autochtones, des citoyens racinés, qui ne se sentent plus « chez eux » dans leur ville.

Pourquoi l'espace transculturel est-il si difficilement représentable dans l'Europe d'aujourd'hui ? Comment expliquer le hiatus entre interdépendance économique et étroitesse des consciences politiques ? De quelle manière la conjonction entre le démantèlement du Rideau de fer et le franchissement d'un palier dans la globalisation de l'économie pèse-t-elle sur la formulation des identités collectives dans l'Union élargie ? Ces questions sont au cœur de la présente étude.

www.notre-europe.eu
e-mail : info@notre-europe.eu

Dé-paysements

Aziliz GOUEZ





Dé-paysements

par Aziliz GOUÉZ



Aziliz GOUEZ

Diplômée de l'EHESS et de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, elle est responsable des recherches de *Notre Europe* sur l'identité européenne. Conduites à partir d'une approche anthropologique, ces recherches ont donné lieu à la réalisation d'une série d'entretiens sur l'identité européenne ainsi qu'à la publication d'études de cas sur les nouvelles formes d'appartenance apparues en Europe à la faveur du déclin des grandes utopies et dans le contexte mouvant et incertain de la globalisation. C'est dans le cadre de cette réflexion qu'Aziliz Gouez a conçu le projet « Fabriques de l'Europe », fruit d'enquêtes ethnographiques croisées entre l'Italie et la Roumanie, la Pologne et l'Irlande, la Serbie et la Suède.

Notre Europe

Notre Europe est un laboratoire de pensée indépendant dédié à l'unité européenne. Sous l'impulsion de Jacques Delors, l'association a l'ambition depuis 1996 de « penser l'unité européenne ».

Elle souhaite contribuer aux débats d'actualité avec le recul de l'analyse et la pertinence des propositions d'action en vue d'une union plus étroite des peuples d'Europe. Elle a également pour objectif de promouvoir l'implication active des citoyens et de la société civile dans le processus de construction communautaire et l'émergence d'un espace public européen.

Dans cette optique, Notre Europe mène des travaux de recherche, produit et diffuse des analyses sous formes de courtes notes, d'études et d'articles, et organise des rencontres publiques et des séminaires de réflexion. Ses analyses et propositions se concentrent autour de quatre thématiques :

- *Visions d'Europe* : la méthode communautaire, l'approfondissement et l'élargissement de l'Union européenne, le projet européen sont une œuvre en perpétuel mouvement. Notre Europe s'efforce de tracer une voie dans la multitude des futurs possibles.

- *La démocratie européenne en action : la démocratie se construit au quotidien. Notre Europe croit que l'intégration européenne concerne tous les citoyens, acteurs de la société civile et niveaux d'autorité dans l'Union et cherche donc à dégager les voies pour renforcer la démocratie européenne.*
- *Coopération, compétition et solidarité : « La compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit » sont l'essence du contrat européen selon Jacques Delors. Fidèle à cette vision, Notre Europe explore et avance des solutions innovantes en matière économique, sociale et de développement durable.*
- *Europe et gouvernance mondiale : modèle original de gouvernance dans un monde de plus en plus ouvert, l'Union européenne a un rôle croissant à jouer sur la scène internationale et pour le développement d'une gouvernance mondiale efficace, que Notre Europe contribue à définir.*

Successivement présidée par Jacques Delors (1996-2004), Pascal Lamy (2004-05), et Tommaso Padoa-Schioppa (depuis novembre 2005), Notre Europe vise une stricte indépendance de pensée et œuvre dans le sens du bien public. C'est pourquoi l'ensemble de ses travaux est accessible gratuitement via son site Internet, en français et en anglais : www.notre-europe.eu.

Table des matières

Introduction	P. 1
I - Terres Promises et Eldorados de la Nouvelle Europe	P. 7
1.1 Elargissement des horizons	P. 8
1.2 Trevisoara, un « archipel productif »	P. 25
II - Prédateurs, préjudices et perfidies populistes	P. 36
2.1 La Ruée vers l'Est	P. 38
2.2 La tentation du ré-encastrement	P. 51
Conclusion	P. 69
Bibliographie	P.71

Introduction

Second thème obligatoire : le fameux « Qu'est-ce que l'Est peut apporter à l'Ouest ? » Nous sommes maintenant entrés dans le «club» et nous, les Occidentaux, nous vous demandons - d'une manière bien sûr très amicale, mais insistante - ce que vous pouvez apporter à cette organisation... Et alors tout le monde se met à dire : ce sont les valeurs ! les traditions locales ! la culture !

Je suis fatigué de cette rhétorique. Et si vous voulez mon avis, sur les valeurs et sur la contribution de l'Est, le voici : de toute façon, on va vous apporter nos vices !¹

Ces paroles discordantes d'Andrei Pleșu auraient pu sonner comme un avertissement. Ramenées de Bucarest par un collaborateur dont le stage à *Notre Europe* avait fini par se muer en itinérance à travers l'Europe, elles n'avaient pas, en tout cas, découragé notre enthousiasme à poursuivre la mission confiée par *Notre Europe* : celle de percer le mystère de l'identité européenne contemporaine.

¹ Entretien avec Andrei Pleșu, philosophe, juillet 2007. Le texte complet de cet entretien est téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.notre-europe.eu/fr/axes/visions-deurope/travaux/publication/rencontres-europeennes-13-entretiens-sur-lidentite-europeenne/>

Nous en étions alors au début de l'entreprise. Le contexte était celui du rejet par les électeurs français et néerlandais du Projet de Traité Constitutionnel, au lendemain duquel le milieu européen s'était réveillé groggy, achevant de mesurer l'ampleur de la désaffection citoyenne à l'envers de l'Union. Plus largement, cela faisait une bonne dizaine d'années que cette Union était assaillie de doutes existentiels. Avec la Chute du Mur de Berlin, l'Europe occidentale avait perdu sa fonction coalisante de tenant du Monde Libre, en même temps que se dérobait sa frontière orientale. La conjonction entre cet effondrement du communisme en Europe de l'Est et le franchissement d'un palier dans la globalisation de l'économie avait, dans les années 1990, rouvert le débat sur la nature et les finalités du projet européen - tandis que s'affirmait la dénonciation d'un éloignement funeste entre les institutions de Bruxelles et les citoyens européens. Faut-il y voir le signe que le processus d'intégration européenne a vécu ? Ce projet d'union informé et modelé par les conditions de l'après-guerre aurait-il perdu sa raison d'être ? L'« Union élargie » est-elle encore capable de formuler un projet commun ? Qu'est-ce qui, aujourd'hui, lie entre eux les Européens ? Dans le débat public, ce faisceau d'interrogations lancinantes a souvent été subsumé sous les formules de « crise identitaire », ou « crise de l'identité européenne ». C'est ce questionnement dont *Notre Europe* s'est saisie en ouvrant un champ de recherche sur l'identité européenne, et en me donnant carte blanche pour en définir le contenu.

Le biais téléologique de la mission est évident (pour se mettre en quête de l'identité européenne, il faut commencer par postuler l'existence d'une telle chose, puis persister à confondre les sphères de l'être et du devoir être), aussi me suis-je efforcée autant que possible de mener cette recherche « à hauteur d'homme ». Il a fallu pour cela passer du singulier au pluriel, et substituer une approche anthropologique à une spéculation sur les fins : les identités, et non pas l'identité ; le vécu des Européens, et non les finalités du projet européen. Car si elles sont gravées au fronton des chartes et traités qui donnent à l'Union son armature normative, les valeurs qui fondent l'être abstrait européen de l'après-guerre n'emportent pas nécessairement l'adhésion des citoyens. Pour comprendre comment les transformations induites par l'intégration européenne affectent les Européens (leurs expériences, leur rapport aux autres, leurs aspirations et leurs craintes), une reconnexion avec le terrain est utile. Cet article tire donc sa source de recherches conduites au premier semestre 2008 dans six villes

européennes - Malmö, Dublin, Łódź, Turin, Timișoara et Belgrade. Il repose sur le pari que des coups de sonde portés dans l'épaisseur du quotidien de ces villes peuvent être tirés des enseignements à caractère général. Consciente néanmoins que la rumeur de ce quotidien peut vite faire perdre de vue les structures qui l'ordonnent, j'ai focalisé mon attention sur les principaux vecteurs des changements (économiques, politiques, culturels) qui ont, depuis quinze ans, transformé le visage de ces villes, ainsi que sur les flux qui les lient entre elles. Dublin et Łódź ; Malmö et Belgrade ; Turin et Timișoara : en creux ou en plein, ces villes se contiennent l'une l'autre. Des dizaines de milliers de Polonais vivent aujourd'hui à Dublin ; les réfugiés de Bosnie, de Krajina ou du Kosovo sont venus grossir les rangs des (désormais ex-) yougoslaves employés aux chantiers navals de Malmö pendant les années 1960-70 ; la présence roumaine à Turin fait pendant à celle des investisseurs piémontais et vénètes à Timișoara. J'ai interrogé en priorité des Européens en situation de dépaysement² : fidèles de l'église serbe de Malmö, directeurs d'usines italiens à Timișoara et ouvriers roumains des mêmes usines (que l'adaptation rapide à des méthodes de travail allogènes dépayse dans leur propre pays), ou bien encore doctorantes polonaises du département de sociologie de *Trinity College* (elles-mêmes occupées à analyser la morphologie de l'immigration de leurs compatriotes en Irlande, dans le cadre d'un vaste projet financé par la *AIB Bank*) - tous se sont arrachés à leur monde familial pour aller vivre, travailler, étudier ailleurs. Ils se familiarisent avec de nouvelles manières de faire et de penser ; ils renégocient leurs identités premières.

Ces allers et retours du Nord au Sud, d'Est en Ouest, font émerger les contours de pays qui ne figurent sur aucune carte officielle de l'Union européenne : pays éclatés, sans contiguïté géographique, mais qui néanmoins polarisent les affiliations de ces dépayés dont les vies s'organisent dans une discontinuité spatiale et temporelle. L'hypothèse développée dans la première partie de cet article repose sur l'idée que l'émergence de tels territoires « transeuropéens », si elle ne mène pas tout droit à la proclamation d'une allégeance à l'Union européenne, favorise

² En contrevenance avec les préceptes de l'ethnographie (qui prône une longue immersion dans le contexte local et une familiarisation passant notamment par l'apprentissage de la langue), je n'ai effectué que de courts séjours, de quelques semaines au plus, dans chacune de ces villes, et m'en suis souvent remise aux talents de traduction simultanée des stagiaires ou collègues qui m'ont accompagnée dans ce parcours : Katarzyna Biniaszczyk à Łódź, Lynda Dematteo à Turin, Cristina Stănculescu à Timișoara, Laëtitia Delamare à Belgrade. A Malmö, j'ai conduit tous les entretiens en anglais (et il en a été de même avec les Polonais interrogés à Dublin et en Irlande du Nord).

au moins la constitution de sentiments d'appartenance à dimension européenne. Des trois territoires de cette nature mis au jour au cours de nos recherches, un seul fera ici l'objet d'une analyse approfondie. Surnommé « Trevisoara » (de la contraction entre Trévisé et Timișoara), ce pays voit se croiser les Roumains qui ont, depuis 2002, émigré en masse vers l'Italie et les milliers de petits entrepreneurs du Nord-Est italien qui ont délocalisé tout ou partie de leur production vers l'Ouest de la Roumanie. À la faveur du démantèlement du rideau de fer, ce sont en fait deux anciennes provinces de l'Empire austro-hongrois - le Triveneto italien et le Banat roumain - qui ont renoué avec une rapidité surprenante les liens rompus après 1945. Traversé d'intenses relations de commerce et d'échanges, mais aussi fracturé d'asymétries (économiques) et de tensions (politiques), ce territoire constitue aujourd'hui un véritable laboratoire de l'intégration européenne. Six mois passés à explorer les nouveaux pays transnationaux de l'Europe élargie - dans un marathon de va-et-vient d'une ville à une autre - m'auront donc confortée dans l'idée qu'à l'intérieur des cadres posés par l'unification du continent, les Européens tissent des liens inédits, dessinent de nouveaux espaces, expérimentent de nouvelles appartenances.

Deux ans plus tard, c'est un tout autre état d'esprit qui préside à la recollection des observations dégagées de ces recherches de terrain. Entre-temps, la dynamique s'est enrayée (à commencer par celle de mon empressement, qu'aura contribué à modérer le lieu de rédaction de cet article - une ville de Bosnie où le temps s'écoule lentement, et où les turbulences associées à la mobilité passent à une distance suffisante pour ne pas être confondues avec des lois générales). Partout, la crise économique a fait son travail de destruction. Au plan politique, les élections européennes de juin 2009 et les tribulations du Traité de Lisbonne (à Dublin, Karlsruhe ou Prague) ont fait ressortir à plein l'opiniâtre propension des adversaires de l'intégration européenne à s'engouffrer dans les brèches, souvent au prix d'insolites alliances paneuropéennes. Revigorés par les insécurités que démultiplie la crise, c'est avec un succès manifeste que les tenants du nationalisme et du racisme ont brigué les mandats électoraux de cette année 2010 : outre les scores historiques de la *Lega* dans le Nord de l'Italie aux régionales du 28 mars et la montée en puissance du *Jobbik* aux législatives d'avril en Hongrie, on a assisté à une nette progression du Parti pour la liberté (*PVV*) du néerlandais Geert Wilders à celles du 9 juin, et à une percée des séparatistes

flamands de la *N-VA* aux législatives fédérales anticipées du 13 juin. Ces partis ont en commun de proposer une reformulation des termes de l'entre-soi, un resserrement des contours du pacte de solidarité collective, que ce soit en disputant la place de l'étranger (immigré ou « étranger de l'intérieur », tels les Roms en Hongrie) dans la communauté nationale, ou bien en s'efforçant de distendre les liens qui unissent leur territoire d'élection à des structures étatiques jugées incommodes et obsolètes. Certains conjuguent les deux registres (ainsi, les petits entrepreneurs du Nord-Est aujourd'hui installés dans le Banat sont souvent les mêmes qui souscrivent, chez eux, aux thèses de la Ligue du Nord, un parti qui ne cache pas son hostilité tant à l'égard de l'Etat italien qu'à l'envers des immigrants roumains en Italie). Dans tous les cas, ces tentatives de redéfinition des termes du contrat social pourraient bien avoir des conséquences profondes sur le cours de l'intégration européenne. Et la difficile conjoncture économique qui s'annonce dans les années à venir ne fera sans doute que renforcer la pression sur les mécanismes de solidarité établis tant à l'échelle de l'Etat-nation qu'au niveau de l'Union européenne.

Les nuages qui s'amoncellent à l'horizon du futur de la construction européenne sont donc venus, non pas invalider, mais tout au moins tempérer fortement l'optimisme de mes hypothèses de départ. Comment expliquer le hiatus entre la forte interdépendance économique qui lie entre eux les pays européens et l'étroitesse des consciences politiques ? Pourquoi l'espace transculturel est-il si difficilement représentable dans l'Europe d'aujourd'hui ? Les pages qui suivent constituent une tentative pour analyser ce décrochage entre dynamiques d'intégration économique et intensité des migrations intra-européennes d'une part, et expressions d'exclusivisme politique et culturel d'autre part.

I - Terres Promises et Eldorados de la Nouvelle Europe

Avant d'en arriver à ce qui constitue le cœur de cet article - à savoir une analyse des territoires transeuropéens éclos de l'ordre (ou du désordre) de l'après-Guerre froide - commençons par considérer ce qui se joue à l'échelle d'en-dessous : celle des villes et des régions. Pour bien comprendre les modalités spécifiques de l'insertion contemporaine de ces villes et régions dans des réseaux transnationaux, il est en effet indispensable d'en passer par un examen de l'histoire singulière de chacune, ainsi que par un décryptage des discours et des visions du monde qui accompagnent leur internationalisation présente. Comment les transformations activées par le démantèlement du rideau de fer sont-elles expliquées, encouragées ou bien, au contraire, réfrénées, localement ? Quels enseignements en tirer du point de vue de l'adhésion citoyenne au projet européen ? L'espace imparti ici ne permet pas de restituer les développements observés dans chacun des six sites de mes recherches de terrain. J'ai donc choisi de focaliser la première partie de cet article sur les cas de la ville de Łódź [prononcer « woutch »], au centre de la Pologne, et de la région de Timișoara, au Nord-Ouest de la Roumanie - deux collectivités où les discours identitaires dominants sont très largement fondés sur une convocation (sélective) de l'histoire d'avant 1939. Dans un cas comme dans l'autre, ces réinterprétations du passé s'accordent parfaitement avec l'ordre

symbolique promu par l'Union européenne. On pourrait ne voir là rien d'exceptionnel, puisqu'en 1989, c'est toute l'Europe centrale qui semblait anxieuse de faire reconnaître ses quartiers d'européanité. Pourtant, dans les discours des responsables politiques nationaux, le langage du « retour à l'Europe » a rapidement été éclipsé par l'ardeur à restaurer la personnalité nationale de leur pays fraîchement désatellisé. Cela ne fut pas le cas à Łódź et dans le Banat roumain, où, quelles que soient les orientations (pro ou anti-européennes) des gouvernements en place au niveau national, les élites locales n'ont cessé, depuis vingt ans, d'affirmer la vocation européenne de leur collectivité. Pourquoi cela ? En quoi consistent les histoires qu'on se raconte à Łódź et à Timișoara ? Qu'y fait-on passer aux oubliettes ? Dans quelle mesure les conceptions identitaires défendues par les élites locales sont-elles partagées (et partageables) par les populations des deux villes et, plus largement, par les Européens d'aujourd'hui ?

1.1. Elargissement des horizons

Il existe bien une autofabulation européenne : une ville peut se raconter, elle a des souvenirs, des fantaisies, des mythes. (Bogdan Bogdanović, Vienne)³

Łódź est une ville nouvelle. Une ville sortie de terre dans l'effervescence du capitalisme sauvage de la fin du XIX^e siècle. Bourgade d'à peine 200 âmes en 1800, elle connut une expansion démographique comparable à celle des villes américaines à la même époque, sa population passant à 59 400 habitants en 1885, puis à 343 900 en 1905, pour atteindre 665 000 habitants en 1938, à la veille de la Seconde Guerre mondiale⁴. C'est une décision des autorités impériales russes qui donna le coup d'envoi de cette croissance vertigineuse. Suite au Traité de Vienne de 1815, Łódź s'était en effet trouvée intégrée à la partie de la Pologne qui fut attribuée au Tsar Alexandre 1^{er}. Soucieuses de concourir à la satisfaction des immenses besoins de l'Empire, les autorités administratives de Mazovie choisirent ce village pour y installer des tisserands allemands et tchèques et

³ Entretien avec Bogdan Bogdanović, architecte et ancien maire de Belgrade, février 2008. Texte intégral : <http://www.notre-europe.eu/fr/axes/visions-deurope/travaux/publication/rencontres-europeennes-13-entretiens-sur-lidentite-europeenne/>

⁴ Voir Julian Kazimierz Janczak, « The National Structure of the Population in Lodz in the years 1820-1939 », in *Polin: A Journal of Polish-Jewish Studies*, vol. 6, Oxford, 1991, pp. 20-26.

décidèrent, par un décret de 1820, de leur concéder des avantages fiscaux de nature à favoriser l'export vers les marchés de l'Est. S'établirent alors à Łódź trois hommes qui furent récemment proclamés « pères fondateurs » de l'industrie textile de la ville : Ludwig Geyer, venu de Berlin ; Karol Scheibler, de Saxe ; et Izrael Kalmanowicz Poznański, dont le père était originaire de la région de Kujawy. Ces trois noms incarnent la version magnifiée du destin de centaines d'artisans, dont certains étaient arrivés avec un seul métier à tisser sur leur charrette, qui bâtirent en quelques décennies un puissant empire textile. Les monumentales manufactures de briques brunes et les palais extravagants que ces nouveaux riches se firent construire le long des quatre kilomètres de l'axe principal de l'agglomération, la rue Piotrkowska (ainsi que les tombeaux tapageurs au moyen desquels ils inscrivent leur marque dans la postérité) ont donné à la ville la physionomie particulière qui la caractérise encore de nos jours. Surnommée la « Manchester de l'Est », Łódź employait, entre 1850 et 1890, un quart des ouvriers de la partie russe de la Pologne. La plupart étaient des paysans venus en ville pour s'embaucher comme ouvriers des filatures. Alors que la société polonaise était, au début du XIX^e siècle, essentiellement rurale, avec des distances de classes très marquées, Łódź fut donc l'un des foyers des immenses bouleversements sociologiques apportés par l'époque nouvelle, un creuset où s'ajusta, dans des conditions inédites, la cohabitation entre les trois principales communautés de la ville : Polonais, Juifs et Allemands.

L'avènement de la ville industrielle et commerciale (ou, plus largement, de la ville moderne), a captivé les écrivains européens du tournant du XX^e siècle. Pour ce qui concerne l'espace polonais, les pages les plus saisissantes sont peut-être celles dans lesquelles Bruno Schulz dépeint la transfiguration de Drohobycz, sa ville natale de la Galicie autrichienne, suite à la découverte de gisements pétrolifères. La destruction du négoce traditionnel et du monde paternel par les formes de commerce moderne ne fait qu'aviver la fascination de l'auteur pour le charme vénéneux du nouveau quartier marchand, « eldorado pour déserteurs ayant abdiqué leur dignité », où « tout paraît suspect et équivoque ; tout - par des gestes provocateurs, des œillades frôleuses - enflammait l'espoir et les concupiscentes impures »⁵. La même ambivalence, entre Terre Promise et lieu de perdition,

⁵ Bruno Schulz, « La rue des Crocodiles », in *Les boutiques de cannelle*, Gallimard, coll. L'imaginaire, p.105.

caractérise les descriptions de Łódź dans la littérature polonaise d'avant-guerre. L'image de la ville malade se développe notamment au sein de l'élite polonaise, qui idéalise les traditions rurales et déplore la paupérisation des paysans. Ces vues prévalent dans les écrits du journaliste catholique Zygmunt Bartkiewicz, qui interprète la tragique insurrection ouvrière dont Łódź fut le théâtre pendant la Révolution de 1905⁶ comme le résultat de l'exploitation des Polonais par les Juifs et les Allemands, et voit dans le nationalisme organique la solution à ces tensions. Mais c'est Władysław Reymont, prix Nobel de littérature en 1924, qui a donné le plus célèbre portrait de Łódź dans son roman de 1899 intitulé *La Terre de la grande promesse* (roman qui fut adapté au cinéma par Andrzej Wajda, dans un film éponyme de 1974). Cadence infernale des machines, sirènes stridentes des usines, misère des quartiers ouvriers - tout dans ce livre suggère une ville au caractère de monstre dévorateur et vient souligner les aspects pathogènes des nouvelles formes d'existence apparues au XIX^e siècle. L'intrigue se noue autour des relations entre trois hommes - un Polonais, un Juif et un Allemand - qui trahissent relations d'affaires aussi bien qu'amitié et femmes aimées. A travers eux, Reymont brosse le portrait du *Lodzermensch*, figure type du capitaliste cynique et amoral. Il décrit des ascensions sociales fulgurantes et des banqueroutes morales tout aussi rapides. La culture industrielle est ainsi représentée comme un monde d'ersatz et de faux-semblants (comme chez Schulz, Gombrowicz ou Tuwim, le motif de la camelote est très présent chez Reymont) qui s'oppose au monde enraciné et bucolique de l'aristocratie polonaise. La Terre Promise est en fait une terre qui trompe, abuse, corrompt corps et esprits. Publié trois décennies plus tard, le roman d'Israël Joshua Singer, *Les Frères Ashkenazi* (1936), est quant à lui soutenu par des représentations plus clémentes de l'univers urbain. Refuge pour les Juifs expulsés de Moscou en 1891, Łódź y apparaît surtout comme un étonnant produit de la débordante énergie humaine ; une ville qui se nourrit des migrations des peuples et de la circulation des marchandises, tantôt en bonne santé aux temps de la prospérité, tantôt gravement malade pendant les crises. Alors que les Juifs de Władysław Reymont ne sont jamais ouvriers, Singer décrit un monde complexe, traversé de tensions entre patrons et prolétaires, hommes et femmes, religieux et syndicalistes révolutionnaires. Łódź est ainsi dépeinte, non comme

⁶ Place forte du parti socialiste polonais (PPS), Łódź fut l'un des centres de la révolte ouvrière pendant la Révolution russe de 1905. L'insurrection culmina pendant les « journées de juin » et prit fin dans un bain de sang, après la déclaration par le Tsar de la loi martiale et l'entrée dans la ville de régiments d'infanterie russes.

une terre maudite, mais comme une terre d'espoirs perdus : ceux de la possibilité de construire une vie juive durable en Pologne. La boue noire et le sable qui envahissent ses rues symbolisent la fragilité des fondements sur lesquels la cité est bâtie, et les fils invisibles dans lesquels l'ivrogne Boum Boum se prend les pieds figurent l'immense piège qui se referme dans les années 1930 sur les Juifs de Łódź⁷ (notamment les plus pauvres, qui n'ont nulle part où aller).

La décennie de la Grande Dépression plonge l'industrie de Łódź dans un marasme dont elle ne se relèvera pas. Bon nombre d'entrepreneurs mettent la clé sous la porte et s'en vont tenter leur chance ailleurs. Suite à la révolution russe de 1917, la ville avait déjà perdu ses principaux débouchés commerciaux à l'Est puis, du fait de la guerre douanière entre la Pologne et l'Allemagne de Weimar, une partie de ses marchés à l'Ouest. Au lendemain de l'entrée des nazis dans la ville, en septembre 1939, Łódź est incorporée au Troisième Reich et rebaptisée « Litzmannstadt », du nom du général allemand Karl Litzmann qui dirigea l'offensive sur la région pendant la Première Guerre mondiale. En février 1940, les forces d'occupation organisent le confinement des 230 000 Juifs de Łódź (la plus grande population juive de Pologne après celle de Varsovie), mais aussi de milliers de Tziganes, dans le faubourg ouvrier de Bałuty. Les Roms sont les premiers à être éliminés, en 1941, puis les enfants juifs en 1942, et les déportations vers les camps de la mort se succèdent (alimentées aussi par les arrivées en provenance d'autres régions du Reich) jusqu'à la « liquidation » du ghetto, entre juin et août 1944. Au sortir de la guerre, Łódź est donc une ville exsangue, vidée du tiers de ses habitants d'avant 1939 (elle a aussi perdu l'essentiel de sa population allemande, qui a fui l'approche de l'Armée rouge). Pendant les années de reconstruction de Varsovie voisine, elle bénéficie néanmoins du transfert temporaire de certaines institutions nationales. C'est ainsi qu'est installée à Łódź la célèbre « *Filmówka* » où furent formés les grands auteurs du cinéma polonais de l'après-guerre : Andrzej Munk, Krzysztof Kieślowski, Andrzej Wajda, Roman Polański. L'un d'eux, Krzysztof Zanussi, raconte : « Je me souviens que pendant mes études, si je rentrais la nuit, vers 4h du matin, les tramways étaient pleins de femmes pâles au mauvais maquillage avec des enfants qu'elles portaient à

⁷ Sur le motif de la *mayufes*, danse humiliante qu'est contraint de danser à la frontière l'un des frères Ashkenazi avant d'être abattu par un militaire polonais, voir Chone Shmeruk, « *Mayufes: A Window on Polish-Jewish Relation* », *Polin: Studies in Polish Jewry*, vol. 10, The Littman Library of Jewish Civilization, 1997, p.273-286. Voir aussi Natalia Krynicka, « La boue et le sable », *Cultures d'Europe centrale*, Hors série n°3, 2004, p.51.

la crèche de la fabrique »⁸. Transports en commun, usines, crèches : pendant les décennies communistes, l'emporte ainsi le projet de la cité prolétaire. La politique mémorielle et les discours des autorités publiques sont expurgés de toute allusion au passé capitaliste et pluriculturel. L'activité industrielle est relancée dans les fabriques désormais nationalisées ; les noms de leurs anciens propriétaires sont effacés ; celui de Łódź devient synonyme d'identité rouge et socialiste, de main d'œuvre féminine et de production de vêtements bon marché. Le rejet de la culture bourgeoise se lit aussi dans la physionomie de la ville : la gare Art Nouveau est rasée ; les palais des fabricants sont investis par les administrations du nouveau régime, leurs façades s'effritent et se décolorent. Condamné à l'oubli physique et symbolique, l'héritage matériel de la ville du XIX^e siècle amorce une lente décrépitude. Enfin, les autorités communistes entretiennent un rapport ambigu avec l'holocauste qui a décimé la population juive de Łódź : des immeubles d'habitation sont construits sur le site de l'ancien ghetto et, pendant les purges des années 1968-69, les campagnes antisémites menées par la presse locale sont parmi les plus virulentes du pays.

Lorsque j'ai pris mes fonctions, j'ai demandé aux habitants de Łódź : De quel côté êtes-vous ? Du côté des meurtriers ou du côté des victimes ? Une bonne société se doit d'être parfaitement claire là-dessus. Ça a été un long processus de rééducation. (Jerzy Kropiwnicki, Łódź)⁹

Les transformations politiques et économiques consécutives à la chute du régime communiste sont allées de pair, à Łódź, avec une profonde réorientation culturelle (quand bien même le terme de « rééducation », employé par le maire Kropiwnicki, pourrait en faire douter...) La décision de rompre le silence qui, pendant soixante ans, avait entouré le massacre de la population juive s'est traduite notamment par la tenue, pour la première fois en août 2004, d'une série de commémorations autour de l'anniversaire de la liquidation du ghetto. Organisées à l'initiative de la mairie « Droit et Justice », largement médiatisées, ces cérémonies ont permis

⁸ Entretien (commencé à Varsovie et poursuivi à Dublin) avec Krzysztof Zanussi, réalisateur, avril 2008. Texte intégral : <http://www.notre-europe.eu/fr/axes/visions-deurope/travaux/publication/rencontres-europeennes-13-entretiens-sur-lidentite-europeenne/>

⁹ Entretien avec Jerzy Kropiwnicki, maire de Łódź, avril 2008. Cité dans Aziliz Gouez (dir.), *Fabriques de l'Europe*, Filigranes Editions, 2008, p. 99.

de restaurer le souvenir des disparus dans la mémoire publique, mais aussi de faire ré-émerger la présence physique du ghetto dans le territoire de la ville. Le second versant de la politique symbolique conduite par la nouvelle municipalité est quant à lui fondé sur une réévaluation de ce qui est rétrospectivement tenu pour « l'âge d'or » de Łódź, à savoir les dernières décennies du XIX^e siècle. Les fleurons architecturaux de cette période ont été systématiquement rénovés : les façades néo-gothiques ou néo-romanes des villas et des palais ont été ravalées ; les couleurs étincelantes de l'église orthodoxe Aleksander Newski sont la première chose qui attire l'œil du voyageur qui descend aujourd'hui à la gare de Kaliska. Ce que les élites locales présentent comme une « renaissance » de Łódź se matérialise donc par une exhumation des empreintes de la ville d'avant-guerre (exhumation aux tournures parfois très littérales : je suis pour ma part allée la première fois à Łódź afin d'y accompagner un ami qui voulait visiter le mausolée dans lequel est enseveli son arrière grand-père, et dont les clés nous furent remises par une fluette grand-tante polonaise parlant un allemand suranné. Un an plus tard, au cours d'une marche à travers l'ancien ghetto, je fus témoin de la muette stupeur de ma collègue allemande lorsque, sans y avoir été préparées, nous fûmes confrontées au nom de sa ville d'origine tracé à la peinture noire sur un wagon de la *Deutsche Reichsbahn* converti en lieu de mémoire sur le quai de la *Radegast Bahnhof*. Ainsi donc, les traversées autorisées par l'ouverture des frontières peuvent parfois prendre un tour existentiel ; elles sont aussi retour sur l'histoire, intériorisation du passé). Enfin, c'est également en organisant chaque année un « Festival des quatre cultures », en posant dans ses rues des sculptures à l'effigie de ses enfants illustres - le pianiste Rubinstein, le poète Tuwim¹⁰ - que Łódź tente de faire revivre le Monde d'hier. Les étoiles de cuivre incrustées aux pavés de la rue Piotrkowska semblent indiquer que celle que ses habitants se plaisent à surnommer *Hollyłódź* [« Hollywoutch »] a retrouvé la voie du succès. À un carrefour voisin, les statues de trois *Lodzermenschen* assis autour d'une table offrent le tableau d'une conversation cordiale, sans trace de défiance mutuelle. Redevenus figures d'émulation, ces personnages du XIX^e siècle incarnent un destin à l'aune duquel la ville du XXI^e siècle s'efforce d'aiguiller son présent et son avenir. Il faut ici souligner une autre dimension des incantations contempo-

¹⁰ Issus de familles juives de Łódź, les deux hommes sont nés à l'époque de la Pologne du Congrès et de l'Empire russe. Arthur Rubinstein (1887-1982) est considéré comme l'un des grands interprètes du XX^e siècle ; Julian Tuwim (1894-1953) - dont les rimes sont connues de tous les écoliers polonais - est l'un des fondateurs des *Skamandrites*, groupe d'avant-garde littéraire formé en 1918 à Varsovie.

raines au « multiculturalisme » et à l'esprit entrepreneurial du passé. La révision des monographies de Łódź conduite sous la houlette des élites post-communistes n'est pas seulement destinée à l'édification de la population locale : il s'agit tout autant de faire des habitants de Łódź de « bons » citoyens européens que de redresser l'image de la ville aux yeux de l'extérieur. Au-delà de leurs vertus pédagogiques, ces re-présentations ressortent donc aussi d'une stratégie très pragmatique de promotion et d'ouverture aux capitaux étrangers. Selon Marek Cieślak, directeur de la Zone Economique Spéciale, « il est plus facile de convaincre les investisseurs de venir maintenant que des actions ont été entreprises dans le domaine économique, mais aussi social et culturel. On croirait que ces aspects sont distincts. En réalité, comme dans le corps humain, ces artères sont étroitement liées entre elles »¹¹. Le maire Jerzy Kropiwnicki s'est quant à lui lancé dans une entreprise de démarchage de la « diaspora » de Łódź. Il se rend régulièrement en Israël et en Allemagne, pays où la chanson *Theo, wir fahr'n nach Lodz* fut un succès populaire des années 1970...

Mais la nostalgie n'est plus ce qu'elle était. Qui converge aujourd'hui vers Łódź ? La ville peut-elle redevenir Terre Promise - foyer d'échanges interculturels et d'opportunités économiques ? Pour ce qui concerne le premier aspect, il faut tout d'abord remarquer qu'à l'image du reste du pays, la population de Łódź est extraordinairement homogène, composée d'une immense majorité de Polonais catholiques. Par ailleurs, force est de constater que le caractère précaire de la symbiose entre les quatre peuples qui construisirent la ville est plus soigneusement escamoté des discours officiels sur la vie d'avant-guerre que des conversations courantes entre les habitants. Et que les supporters rivaux des clubs de football de *Widzew* et du *ŁKS* sont plus efficaces à couvrir de graffitis antisémites les murs de la ville que les services municipaux à les effacer. Selon Symcha Keller, rabbin de la kehila de Łódź, ces tags ne sont pas directement dirigés contre sa communauté ; ils indiquent plutôt que le mot *Żyd* a été « naturalisé » en un terme qui exprime le mépris à l'égard d'autrui. Les paroles et les gestes quotidiens des habitants de Łódź à l'envers des Juifs sont de fait empreints d'un troublant mélange de préjudice et d'affectueuse familiarité. C'est avec un sourire amène que les serveurs du restaurant « *Anatewka* » remettent

à chaque client qui a fini son repas une petite figurine portant *peot* et couvrecap et serrant entre ses mains un centime de złoty presque aussi grand qu'elle : « *Prenez votre petit juif, ça porte chance !* ». À quelques centaines de mètres de là, exhibant les stigmates de son statut de porte-bonheur quotidiennement effleuré par les mains des passants, le nez de bronze de Julian Tuwim luit d'un éclat doré. Autant pour la fraternité entre les peuples. Pour ce qui concerne l'économie locale, Marek Cieślak doit bien l'admettre, l'application à la Zone Economique Spéciale des vieilles recettes de défiscalisation qui firent la fortune de Łódź au XIX^e siècle n'a pas suffi à remonter la pente de la désindustrialisation. La voie est étroite entre convocation du passé et pétrification : un musée du textile a été installé à l'intérieur de la « fabrique blanche » de Geyer, et sur le bord de la rue Piotrkowska, Arthur Rubinstein statufié répète inlassablement la même petite mélodie chaque fois qu'une pièce est glissée dans la fente de son piano. Ainsi, le pas n'est pas facilement franchi qui mène de l'évocation du dynamisme d'hier aux conditions de sa réactualisation. Le rappel de l'expansion démographique des temps de la fondation souligne par contraste l'ampleur du déclin actuel¹² (qui fait que Łódź est en passe de perdre - au profit de Cracovie - son rang de deuxième ville de Pologne). Malgré la tenue annuelle d'une « foire internationale du textile technique », l'ère des rois du coton est bien révolue. Pourtant, des investisseurs étrangers sont venus. Privée du principal débouché de son industrie textile, l'Union Soviétique, laminée par la concurrence des producteurs étrangers et l'arrivée sur le marché polonais des grandes marques occidentales, la ville a diversifié ses activités productives. Nous guidant dans la visite de leurs usines, le manager (irlandais) du site d'assemblage des ordinateurs *DELL* et celui (italien) des ateliers de fabrication des appareils électroménagers *Indesit* se félicitent tous deux d'attirer les jeunes. La moyenne d'âge de leurs salariés est de 27 ans. Mais ce qu'indiquent en creux de telles statistiques est la marginalisation de toute une partie de la population active, et notamment des plus âgés, qui se trouvent aujourd'hui exclus du marché du travail (et qui en outre n'ont pas la même capacité d'émigrer que la jeune génération). Les anciens salariés de *Poltex* occupent toujours les « *familioki* » de la rue Ogródowa, ces logements ouvriers construits en son temps par Izrael Poznański, mais la plupart d'entre eux sont au chômage. De l'autre côté de la rue, les 270 000 m² de l'ancien « royaume » de

11 Entretien avec Marek Cieślak, Directeur de la Zone Economique Spéciale, Łódź, mars 2008

12 Łódź a perdu plus de 100 000 habitants en dix ans, sa population est passée de 851 700 habitants en 1989 à 744 541 en 2009 : http://www.stat.gov.pl/cps/rde/xbcr/gus/PUBL_L_ludnosc_stan_struktura_30_06_2009.pdf

Poznański ont été transformés en un centre commercial rutilant dont seuls les briques rouges et le nouveau nom - *Manufaktura* - rappellent encore la vocation passée. Les ouvriers n'ont plus leur place dans la légende européenne du XXI^e siècle.

Il y a une évolution spectaculaire que je vous avoue ne pas comprendre tout à fait : l'Europe semble cesser de produire. La production était l'essence de la vie pour la majorité des populations européennes. Elle ne l'est plus. Comment faire face à cela ? C'est quand même un grand changement culturel, qui va beaucoup plus loin que la simple question économique. Si la globalisation nous dérouté tellement, c'est parce qu'elle nous apporte des surprises de ce genre. (Bronisław Geremek, Bruxelles)¹³

Dans un grand renversement par rapport à l'ordre idéologique précédent, Łódź se prévaut aujourd'hui d'une identité de ville d'entrepreneurs, et non plus de ville de travailleurs. Cela ne revient pas à dire que la production industrielle a été expulsée. Depuis qu'ont été fermés les établissements de *DELL* à Limerick, en Irlande, Łódź est devenue le principal site de production du géant américain en Europe. Dans les usines flambant neuves, les jeunes salariés sont autorisés à porter leurs vêtements de ville et à écouter leur *iPod* pendant les heures de travail. Mais dans ce système en flux-tendu (quelques heures s'écoulent entre l'arrivée des commandes électroniques passées aux quatre coins de l'Europe et le départ des camions de livraison), les procédures d'assemblage sont tout aussi standardisées et au moins aussi contrôlées que sur les vieilles chaînes fordistes. Les activités de manufacture n'ont donc pas disparu : en attendant que se réalisent les rêves hollywoodiens, ce sont même elles (et les mandats des émigrés) qui font subsister la ville. Ce qui a disparu, en revanche, c'est la célébration de la culture ouvrière dans les discours publics et la prédominance d'un seul secteur industriel, issu d'une tradition plus que centenaire, et structurant tous les aspects de la vie locale. Łódź est à ce titre représentative du destin de la plupart des villes ouvrières européennes. La crise de la construction automobile à Turin, celle de la construction navale à Malmö, ont entraîné une grave dépression économique,

¹³ Entretien avec Bronisław Geremek, député européen, mai 2008. Texte intégral : <http://www.notre-europe.eu/fr/axes/visions-deurope/travaux/publication/rencontres-europeennes-13-entretiens-sur-lidentite-europeenne/>

en même temps qu'elles ont sapé les fondements des grands récits de lutte des classes et de conquête de droits sociaux dont s'étaient nourries les deux villes au XX^e siècle. Le *Lingotto*, siège historique du groupe *FIAT*, haut-lieu du syndicalisme révolutionnaire, abrite désormais des magasins et une Pinacothèque (ce qui fait dire à l'un de mes informateurs turinois qu'« avec cette vogue de la transformation des usines, des entrepôts ou des gares en musées, nous avons aujourd'hui en Europe plus de musées que d'objets d'art »¹⁴). Sur les murs de l'usine de *Mirafiori*, les photos en noir et blanc des vieux modèles de *FIAT* transforment en mythe une épopée industrielle.

À Turin comme à Malmö, la fin de la mono-industrie a aussi signifié la fin d'une « mono-identité », une ouverture du champ des possibles. Elle a ouvert la voie à une nouvelle relation des deux cités à leur environnement naturel. Berceau du mouvement gastronomique *Slow Food*, le Piémont redécouvre et exporte les vertus du lien entre les produits et leur terroir. Malmö se réapproprie son front de mer, construit habitations et promenades sur l'ancien site des chantiers navals, les illustres *Kockums*, dont le maire Ilmar Reepalu nous dit qu'ils étaient « la fierté des *working class heroes* » : « Nous avons la plus grande cale sèche du monde, et la plus grande grue du monde - tout doit être "le plus grand du monde" dans une ville ouvrière. Quand ces chantiers navals ont fermé, nous avons dû nous trouver une nouvelle identité. Nous sommes encore au milieu du gué du changement ». C'est en misant sur son image de ville jeune, « multiculturelle » (30% de ses résidents sont nés hors de Suède) et écologique que Malmö se réinvente. Au cœur de ce projet, l'érection d'un quartier pilote de maisons individuelles approvisionnées au moyen d'énergies renouvelables. Baptisé Bo01, bordé de douves et de pontons, ce nouvel ensemble résidentiel a des allures de communauté privée. Il constitue un dessein d'une nouvelle génération par rapport au grand projet de construction d'un million de logements collectifs (le fameux *MiljonProgrammet*) mis en œuvre dans la deuxième moitié des années 1960 par le gouvernement social-démocrate suédois. Et si l'on s'en réfère aux expérimentations menées pendant les années 1950 sur la scène du théâtre municipal par son directeur de l'époque, Ingmar Bergman, les génies créateurs contemporains semblent manquer cruellement d'inspiration. Comme toute métropole

¹⁴ Entretien (commencé à Turin et poursuivi à Paris) avec Carlo Ossola, philologue, mars 2008. Texte intégral : <http://www.notre-europe.eu/fr/axes/visions-deurope/travaux/publication/rencontres-europeennes-13-entretiens-sur-lidentite-europeenne/>

qui se respecte, Malmö a aujourd'hui sa tour - le *Turning torso* - dessinée par un architecte catalan en vogue et faite avant tout pour être reconnue de l'extérieur. Cet édifice spirale - qui n'a d'autre fonction que de renvoyer à sa propre image - s'élève en lieu et place de l'imposante grue des *Kockums*, orgueil de la ville ouvrière, qui fut vendue à la Corée du Sud au début des années 1990.

Les grues ont en revanche envahi Dublin. Leurs hautes silhouettes d'acier ont dessiné le *skyline* en trompe l'œil du *Celtic Tiger*. Impatients de rattraper leur retard, les Dublinois se sont délestés de leurs inhibitions, leurs vieux récits d'échec et d'émigration, pour se plonger dans de hâtives opérations immobilières et dans l'insouciance de la consommation. Tout le territoire des anciens docks a été transformé en un immense chantier. Sur les grandes banderoles publicitaires qui délimitent le périmètre des sites de construction sont projetées des images du monde à venir (et dont les Irlandais ont déjà dû faire leur deuil, avant même qu'il ne sorte effectivement de terre) : couples souriants dans de vastes appartements vitrés ; savant dosage de bureaux, résidences, boutiques, et « espaces de loisirs » - allégories contemporaines de la vie bonne. Passée maîtresse dans l'art de la commodification culturelle, l'Irlande nouvelle exhibe *Riverdance* sur toutes les scènes du globe, aussi libre de ses mouvements que les multinationales qui lui ont prodigué sans compter leurs investissements. *IBM, Microsoft, Intel, Apple, Google*, toutes y ont trouvé une porte d'entrée fiscalement accommodante vers le marché communautaire. Dans une tentative pour greffer au terreau local ces rhizomes de la nouvelle économie, le gouvernement a développé un « *Digital Hub* » - pépinière de créateurs et de développeurs de logiciels, jeux vidéo et films d'animation - dans l'enceinte d'anciens entrepôts de la brasserie *Guinness*. Ouverture, flexibilité, fiscalité complaisante : les paradigmes qui ont présidé à la *success story* irlandaise en ont fait une parabole aux yeux de bon nombre de gouvernements d'Europe de l'Est. Nous reviendrons dans la seconde partie de cet article sur la façon dont la récente crise financière a brutalement exposé la fragilité des fondements du développement irlandais, et nous tournons pour l'instant vers la ville roumaine de Timișoara afin de nous livrer à un examen des « réalignements » idéologiques qui y sont à l'œuvre depuis 1989.

La plus belle utopie serait que la Bega redevienne navigable. Avec cela on passerait de la Bega à la Tisza, puis au Danube et au reste de l'Europe...
(Adriana Babeți, Timișoara)

Les habitants de Timișoara se réclament aujourd'hui d'un mythe de fondation qui présente de fortes analogies avec celui de la ville de Łódź. C'est que la naissance de Timișoara à la modernité est elle aussi le produit d'une « politique d'Empire » - celle de l'Empire autrichien cette fois. Et nous allons montrer comment la réévaluation de cette généalogie détermine grandement la façon dont les Banatais ont accueilli l'extension à leur territoire de l'ordre supranational européen. C'est, tout d'abord, par référence à une pluralité culturelle issue de circonstances historiques particulières que les habitants du Banat définissent leur identité collective. La région et sa capitale historique, Timișoara, ont en effet été façonnées par les entreprises « éclairées » conduites au XVIII^e siècle sous la houlette de l'Impératrice Marie-Thérèse. Circonscrite par le Mureș à l'Est, la Tisza à l'Ouest, le Danube au Sud et les Carpates au Nord, et composée de terres qui appartenaient au Royaume de Hongrie jusqu'à la conquête ottomane de 1552, la région est enlevée aux Turcs en 1716 par le Prince Eugène de Savoie et acquiert alors le statut de province de l'Empire de Habsbourg¹⁵, placée à ce titre sous l'administration directe de Vienne jusqu'en 1779 (après quoi elle passera successivement dans l'escarcelle des Hongrois, puis dans celle des Serbes, puis sera à nouveau attribuée aux Hongrois suite au Compromis de 1867 - jusqu'à être finalement partagée entre la Roumanie, la Yougoslavie et la Hongrie au lendemain de la Première Guerre mondiale). Encouragé par l'Impératrice, le gouverneur de la province, le Comte Florimont de Mercy, organise la venue de milliers de colons afin de repeupler et de cultiver les plaines désertes, de drainer les marais des bordures du Danube et de la Tisza, de tracer routes et canaux, et d'exploiter les richesses minières des montagnes. Les immigrés arrivent des quatre coins de l'Europe : Tchèques, Slovaques, Catalans, Croates, et aussi les Serbes, dont les tribulations épiques au travers des marches de l'Empire autrichien (et le passage par Timișoara) ont été décrits en termes poignants par l'écrivain et

¹⁵ Egalement sous administration habsbourgeoise, la partie méridionale du Banat fut incorporée dans la Frontière militaire séparant les Empires autrichien et ottoman (la « *Krajina* du Banat »), laquelle ne fut abolie qu'en 1871.

diplomate Miloš Crnjanski¹⁶. Les contingents les plus fournis viennent de territoires allemands. Le XVIII^e siècle n'est pas encore une ère de nationalismes, et la politique du Comte de Mercy ne vise pas tant à germaniser le Banat qu'à y attirer ces paysans et artisans chevronnés que l'on désigne localement sous le nom générique de Souabes du Danube (*Donauschwabens*). L'écrivain italien Claudio Magris les décrit ainsi : « Ils arrivaient (...) en descendant le Danube sur les pontons d'Ulm. C'étaient des paysans tenaces et laborieux, qui savaient transformer d'insalubres marécages en terres fertiles. La Souabe, un des cœurs de la vieille Allemagne se transportait ainsi dans le Banat »¹⁷.

Toujours selon les mots de Magris, le Banat se définit donc comme « une mosaïque de peuples, une superposition de couches de populations, de pouvoirs, de juridictions ; une terre sur laquelle se sont rencontrés et affrontés l'empire ottoman, l'autorité des Habsbourg et une opiniâtre volonté d'indépendance, puis de domination, des Hongrois, et la renaissance, serbe d'abord, roumaine ensuite »¹⁸. C'est cette histoire de creuset des peuples et des cultures que les Banatais redécouvrent depuis la chute de Ceaușescu. Cette redécouverte est notamment le fait d'un groupe d'universitaires locaux au sein d'une fondation nommée *A Treia Europa* [La Troisième Europe]. Subrepticement avant 1989, puis ouvertement par la suite, ces chercheurs ont entrepris de conceptualiser l'expérience de mixité culturelle qui a forgé le caractère spécifique de la région. Ils ont ainsi adopté le terme d'interculturalité, plus apte selon eux à décrire la nature des relations entre les divers groupes nationaux (faites d'influences mutuelles, d'interactions et de transferts) que la notion de multiculturalisme (qui désigne une coexistence plus étanche et passive entre communautés). Dans un ouvrage collectif intitulé *Le Banat, un Eldorado aux confins*, Adriana Babeți écrit : « vivre à la frontière, dans un paysage culturel nécessairement éclectique, réfléchir à long terme sur la façon d'être ensemble et différents, ceci ne peut rester sans conséquence sur la philosophie de l'existence »¹⁹. Le Banat est en effet « pris » dans les frontières, et le concept de « condition de frontière »

16 Né en 1893, Crnjanski a grandi au sein de la communauté serbe de Timișoara, dans une atmosphère de ferveur religieuse et nationale. Au lendemain de l'adoption par l'Autriche de mesures antisémites en réaction à l'assassinat de François-Ferdinand à Sarajevo, il est envoyé sur le front de Galicie pour combattre les Russes. Cette expérience de la guerre conduite pour le compte des Autrichiens a largement nourri son œuvre postérieure.

17 Claudio Magris, *Danube*, Gallimard, coll. Folio, 1988, p.406.

18 *Ibidem*, p.406.

19 Adriana Babeți (dir.), « Le Banat : Un Eldorado aux confins », *Cultures d'Europe centrale*, hors série n° 4, Paris, CIRCE, 2007, p. 9.

forgé par Lucian Boia pour caractériser l'histoire turbulente de la Roumanie s'applique *a fortiori* à cette région des confins nord-ouest. C'est aussi en collectant témoignages oraux, photographies vernaculaires et autres indices de la vie quotidienne dans les villages tchèques, ukrainiens ou allemands qu'Adriana Babeți et ses collègues s'attachent à documenter le monde évanescant du vieux Banat. Monde évanescant, car le tissu démographique pluriel ne subsiste plus qu'à l'état de trace. C'est à la Maison de retraite allemande de Timișoara que nous avons dû nous rendre pour trouver des Souabes. Après avoir essayé en vain de tirer quelques informations de la Présidente de l'association des Souabes du Banat (qui a accueilli nos questions avec une étrange réticence²⁰), nous avons conversé longuement avec quelques vieilles dames ravies d'interrompre leur partie de cartes et pu admirer les costumes folkloriques exposés dans les vitrines du petit musée aménagé au premier étage. La guerre, les transformations économiques et la politique de « roumanisation » mise en œuvre par les autorités communistes (c'est-à-dire le transfert vers les régions les plus occidentales - Banat et Transylvanie - de populations originaires d'autres régions, notamment Moldavie et Olténie) auront donc eu raison du maillage pluriethnique de l'époque d'avant-guerre. L'immense majorité des descendants des colons venus de Bavière, du Palatinat, d'Alsace ou de Lorraine sont partis pour de bon. Touché par le destin de ces derniers, Robert Schuman a pris en charge de négocier lui-même leur « rapatriement » vers un village dépeuplé du Vaucluse, leur épargnant ainsi le sort réservé aux « Allemands » dans les années 1950, à savoir la déportation vers les camps soviétiques ou vers la plaine du Bărăgan. D'autres se sont enfuis par leurs propres moyens ou bien ont été vendus à la RFA pendant la période communiste, et les derniers se sont empressés d'émigrer au lendemain de la chute de Ceaușescu.

Rendez-vous manqué ? Les bénéficiaires de l'influence allemande n'ont jamais été revendiqués si fort par les Banatais que depuis 1989 (pour des raisons évidentes, de telles oraisons ne sont pas de mise à Łódź). Florentin Banu, un entrepreneur qui s'est construit en quinze ans l'une des plus belles réussites sur la place de Timișoara, explique : « Je suis né à l'Est du pays, en Moldavie. Mes parents ont

20 Les raisons de cette méfiance me sont rétrospectivement apparues moins insondables, à la lecture d'un texte intitulé « *Securitate in all but name* » dans lequel Herta Müller, écrivain de langue allemande originaire de Timișoara, fait état des troublantes relations que ces associations officielles d'Allemands de Roumanie ont entretenues avec les autorités communistes : <http://www.signandsight.com/features/1910.html>

été amenés ici dans les années 1960, et j'ai grandi dans un village voisin - un village allemand. Ça a été ma chance : je suis devenu bilingue, et j'ai appris la discipline ». C'est donc aux Allemands que les Banatais reconnaissent d'avoir infusé leur caractère de qualités occidentales : éthique du travail, compétence, pondération - autant de vertus qui font cruellement défaut aux Balkaniques. Car ce qui se joue dans la réévaluation contemporaine des bénéfices du voisinage entre Roumains et Allemands, c'est également une dissociation d'avec « les Balkans » : régions plus orientales et méridionales du pays, mais aussi Serbie voisine. Ce dernier aspect relève d'une inversion par rapport à la situation qui prévalait avant 1989, quand la Yougoslavie était l'Occident des Roumains, un pays au régime nettement plus libéral que celui de Ceaușescu et dont les magasins recelaient des marchandises qui leur faisaient défaut²¹. Vingt ans plus tard, la frontière internationale qui sépare le Banat roumain du Banat serbe - et qui était le lieu d'intenses trafics dans la décennie 1980 - est devenue zone morte : d'un côté les ondulations jaunes des champs de colza (reflets des orientations de la PAC), de l'autre un nombre anormalement élevé de terres en jachère, dans cette plaine de Vojvodine qui constitue pourtant le croissant fertile de la Serbie. La frontière avec le Banat hongrois s'est quant à elle estompée, et les camions franchissent allègrement les cent kilomètres qui séparent Timișoara de Szeged. L'élargissement de l'Union européenne à la Roumanie a donc précipité des mises en synchronie, mais aussi des disjonctions avec les régions voisines. En ouvrant de nouveaux horizons d'appartenance aux habitants du Banat, il les a incités à reconsidérer la place de leur région sur la carte de l'Europe, à projeter une cartographie alternative qui transgresse les cadres de l'Etat-nation roumain. Le sentiment (partagé par la Transylvanie voisine) d'appartenir à l'Autre Europe, qui n'est pas celle balkanique, est condensé dans le nom de la fondation évoquée plus haut, « La Troisième Europe ». Ce nom, qui nous renvoie à la fameuse typologie définie par l'historien hongrois Jenő Szűcs dans son essai de 1985, est un projet en soi : il s'agit d'établir l'appartenance du Banat à la sphère de l'Europe centrale. Ce faisant, la mise à distance des Balkans permet aussi de renvoyer plus au Sud, ou plus à l'Est (le sens est le même), la frontière du monde oriental - de refouler le Grand Turc. Ce refoulement, qui peut être vu comme un penchant psychologique

²¹ Les Banatais se targuent aussi d'avoir eu la chance, pendant les années noires, de pouvoir capter les programmes télévisés yougoslaves, certains plaçant même cette influence au rang des facteurs qui expliquent que la Révolution roumaine de 1989 ait commencé à Timișoara.

largement partagé en Roumanie, est assis dans le Banat sur des arguments historiques. La conquête autrichienne est ainsi considérée comme le point zéro de l'histoire de Timișoara et de sa province (il faut dire que les Autrichiens ont, dans leur zèle modernisateur, bouleversé la physionomie de la région entière, de ses campagnes et de ses cours d'eau. Rien ne reste de la ville turque : Timișoara a été entièrement reconstruite au XVIII^e siècle au moyen de plans dessinés sur planchette. De nouveaux quartiers ont été créés, selon « une vision typique du Siècle des Lumières et du réformisme autrichien »²² - grandes places rectangulaires bordées de palais administratifs et des édifices culturels des diverses communautés ; faubourg industriel de *Fabric*, où siègent les corporations ; le *Mehala*, quartier essentiellement orthodoxe ; *Iosefin*, du nom de l'Empereur, où habitent surtout les Souabes.)

Ainsi donc, à Timișoara comme à Łódź, relectures du passé et aspirations présentes se nourrissent mutuellement. C'est en faisant retour sur leur histoire, sur l'âge d'or d'avant 1939, que les habitants des deux villes épousent l'ordre symbolique promu par l'Union européenne. Et les Banatais ont eu vite fait d'interpréter les usages en cours dans le monde d'hier comme autant de qualités qui les prédisposaient à « revenir à l'Europe ». Ana Blandiana raconte : « Tout paysans qu'ils étaient, mes grands-parents parlaient couramment - outre le roumain - l'allemand, le serbe et le hongrois, comme d'ailleurs tout le monde autour d'eux. Et je ne saurais oublier mon enchantement à écouter Grand-mère passer d'une langue à l'autre, avec sa voix fluette de fillette, lors des conversations avec les voisines ou avec les passagers du *firobus* que l'on prenait pour se rendre à *Elisabetin* ou *Iosefin*, ces quartiers du centre ville dont le nom éveillait en moi du respect, voire de l'intimidation, comme des quartiers de noblesse »²³. Le tableau que fait surgir ces paroles est représentatif des images qui circulent aujourd'hui à Timișoara. Les habitants du Banat d'avant-guerre s'y comportent selon des règles de civilité et de politesse tout à fait conformes aux principes de tolérance et de respect mutuel encouragés par l'Union européenne. Et leur plurilinguisme peut bien sembler d'avant-garde au regard des efforts contemporains pour valoriser l'apprentissage des langues étrangères. Toutes ces représentations s'inscrivent en

²² Adriana Babeti, *op. cit.*

²³ Entretien avec Ana Blandiana, poète et essayiste, mai 2008. Texte intégral : <http://www.notre-europe.eu/fr/axes/visions-deurope/travaux/publication/rencontres-europeennes-13-entretiens-sur-lidentite-europeenne/>

rupture avec la politique communiste de lissage des caractères distinctifs des régions de l'Ouest de la Roumanie, et en phase avec les soubassements idéels du projet européen, qui font de la diversité culturelle une valeur fondatrice. Enfin, ici comme à Łódź, s'entremêlent registres culturel et économique. Lorsqu'il qualifie Timișoara de « ville ouverte », le maire Gheorghe Ciuhandu fait aussi référence à un processus très littéral d'ouverture aux investisseurs étrangers. Dans les deux villes, l'éloge de l'ouverture et du multiculturalisme du passé vient donc à la fois légitimer et aiguillonner l'internationalisation en cours depuis 1989. Le recours à l'histoire permet d'expliquer, voire de naturaliser, les phénomènes contemporains. Les Banatais interprètent ainsi l'élargissement européen comme une « reprise » de la modernisation initiée par l'Empire autrichien, selon des schémas similaires de transfert depuis le centre vers la périphérie. Grands travaux, transplants normatifs : l'extension de l'ordre de Bruxelles engendre des réalignements matériels et idéologiques qui ne sont pas sans précédent dans cette région de confins.

Le Banat se distingue donc par une histoire singulière de brassage culturel, par des sentiments d'appartenance spécifiques, et par un passé récent particulièrement dramatique, fait de pogroms, de déplacements de populations et d'une volonté uniformisatrice mortifère. Les chercheurs de *A Treia Europa* disent sans détour que cette partie du continent a expérimenté la « fin du monde » et constitue, de ce point de vue, un véritable laboratoire historique. Alors que sa pluralité se recompose actuellement, de manière différente, sous l'effet de la globalisation, la région est aussi un laboratoire du présent. Peut-elle redevenir un Eldorado de coexistence fraternelle ? Dans quelle mesure les liens économiques tissés aujourd'hui entre le Banat roumain et le *Triveneto* italien favorisent-ils un progrès partagé ? L'effacement des frontières nationales revêt-il la même signification pour les Roumains et pour les Italiens ? Je m'attacherai à répondre à ces questions en analysant tout d'abord les dynamiques qui ont mené à la constitution du territoire transnational de Timișoara, puis en décrivant les transferts (transferts matériels, mais aussi culturels, glissements d'identifications) qui traversent cet espace, et enfin en esquisant une archéologie des relations italo-roumaines.

1.2. Timișoara, un « archipel productif »²⁴

Je pense que chez nous le global passe par l'italien. (Smaranda Vultur, Timișoara)

Les dynamiques nouvelles nées de la conjonction entre la chute du communisme en Europe de l'Est et l'intensification du processus de globalisation économique ont eu des répercussions spectaculaires dans la partie nord-ouest du Banat roumain, la région de Timișoara-Arad. Il est significatif de ce point de vue que Timișoara figure au rang des villes étudiées par Suzanne Berger et son équipe du *MIT* dans le cadre d'une grande enquête consacrée à l'impact de la mondialisation sur les stratégies des entreprises. Pour reprendre les termes de Berger, « le marché mondial permet aux entreprises d'accéder à des ressources aux quatre coins de la planète - production industrielle, main-d'œuvre semi-qualifiée et bon marché, techniciens, innovation - et de les incorporer de façon novatrice dans les activités de la société-mère²⁵ ». Cette analyse s'applique a fortiori au marché européen - puisque la « réimportation » de marchandises produites dans un autre Etat-membre est libre de droits de douane. Dans le Banat roumain, les effets de l'insertion aux chaînes de production et aux réseaux commerciaux européens se sont fait sentir bien avant l'adhésion officielle de la Roumanie à l'Union, le 1^{er} janvier 2007. Tout au long des années 1990, nombre d'entreprises opérant en Europe occidentale ont en effet entrepris de relocaliser leur production vers les sites à bas coûts de la Roumanie²⁶. Après Bucarest, le Banat est la région roumaine qui a attiré les taux d'investissements étrangers les plus élevés, et qui a connu le cycle d'expansion économique le plus rapide au cours des quinze dernières années.

²⁴ La paternité de cette notion d' « archipel productif » revient à Ferruccio Gambino et Devi Sacchetto, deux sociologues de l'université de Padoue.

²⁵ Ma traduction. Berger Suzanne (ed.), *How we Compete: What Companies around the World are doing to make it in today's Global Economy*, Currency-Doubleday, 2006, p.20. Cet ouvrage est le fruit d'une enquête de cinq ans (1999-2004) au cours de laquelle ont été menés plus de 600 entretiens avec des dirigeants d'entreprises.

²⁶ Le 1^{er} février 1993 déjà, un « Accord d'association européen » établissant une zone de libre échange avait été signé entre les Communautés européennes et la Roumanie [JO L 347, 31.12.1994, pp. 2-189].

Les formes prises par la globalisation de l'économie pendant ces quinze ans ont également entraîné un profond bouleversement du système de sous-traitance en chaîne des pré-Alpes italiennes, les fameux « districts industriels » (ou « clusters ») du Nord-Est de l'Italie. A l'origine de la formation des « clusters », la chaîne de production fordiste avait été décomposée en petites unités concentrées sur un même territoire, qui fabriquaient les divers éléments du produit avant que celui-ci ne soit assemblé, puis commercialisé par les grandes marques. Ces districts se sont aujourd'hui disloqués et internationalisés car les grands groupes, qui peuvent trouver ailleurs des fournisseurs plus compétitifs, incitent leurs sous-traitants habituels à délocaliser leur production pour bénéficier d'intrants moins onéreux. Les districts sont désormais intégrés dans des chaînes de production globales de plus en plus complexes, ce qui a amené le sociologue Daniele Marini à les qualifier de « *dislargi* », et non plus de « *distretti* »²⁷. Les activités délocalisées de ces « multinationales de poche » sont menées en complément de celles qui restent au pays : les pièces produites à l'étranger sont pour la plupart réincorporées à des produits finis en Italie. Près de 28 000 entreprises italiennes, pour la plupart originaires du Veneto, opèrent aujourd'hui en Roumanie²⁸. Le « *Made in Italy* » s'est donc transformé en un système de production transnational, (voire post-national, comme nous le verrons dans le second temps de cet article), et le Banat roumain constitue aujourd'hui l'une des principales extensions de ce système. De par leur nombre (mais non au regard des volumes d'investissement), les Italiens sont en effet les premiers investisseurs étrangers à Timișoara. La position géographique de la région, son réseau routier relativement bien développé (selon le Président de l'association des PME de Cuneo, « il faut douze heures pour faire les 1200 kilomètres qui séparent Cuneo de Timișoara, et encore douze heures pour couvrir les seuls 400 kilomètres qui mènent à l'Est du pays »)²⁹, un environnement législatif favorable aux investissements directs à l'étranger, la présence d'une main-d'œuvre bon marché et qualifiée (le savoir-faire industriel constituant l'un des legs de l'époque communiste), mais aussi les racines latines communes des langues roumaine et

italienne (qui leur permettent de s'acclimater plus facilement qu'en Pologne ou en Hongrie) sont les principaux facteurs invoqués par les entrepreneurs pour expliquer leur choix d'implantation. La plupart de ces entrepreneurs prennent chaque semaine un vol pour Timișoara ou Arad afin d'y rencontrer leurs partenaires ou fournisseurs locaux, conclure des contrats, superviser les activités de leur usine ou de celles de leurs sous-traitants, puis s'en retournent le vendredi à Cuneo, Vérone ou Trévise afin de passer le week-end avec leur famille (à moins qu'ils n'aient épousé une Roumaine et se soient définitivement implantés dans le Banat). D'autres se sont divisés les tâches à l'intérieur de la famille, à l'instar de cet industriel rencontré par mes collègues Lynda Dematteo et Cristina Stănculescu à Lugoj, une localité située à une petite heure de route de Timișoara. La description de cette visite à Lugoj, partiellement reprise dans le paragraphe ci-dessous, a été faite par Lynda Dematteo dans l'étude de Notre Europe mentionnée précédemment³⁰.

L'entrepreneur en question produit des structures métalliques qui entrent dans la fabrication du mobilier bon marché commercialisé par la multinationale scandinave pour laquelle il sous-traite. C'est sous la pression de ce groupe, avec lequel il travaille depuis 1984, qu'il a délocalisé sa production. Son épouse n'a pas voulu le suivre en Roumanie : elle est restée à Trévise pour s'occuper des enfants de leur fils aîné, lequel gère ce qui reste de leur activité en Italie. Le père se félicite du mariage de son second fils, expatrié à ses côtés, avec une Roumaine - y voyant le gage de leur implantation locale. Notre entrepreneur s'occupe lui-même des aspects techniques de la production (5 000 cadres de lits hebdomadaires) et travaille tous les jours de la semaine avec ses ouvriers (il est très fier d'exhiber son titre de Chevalier du Travail de la République italienne.) Toutes les machines viennent d'Italie et sont régulièrement contrôlées par quatre techniciens italiens. Le groupe pour lequel il sous-traite s'occupe de la logistique : sept à huit camions sortent quotidiennement de ces usines de Lugoj et prennent la direction de l'Ouest ou bien du port de Constanța. Plusieurs bâtiments mal éclairés abritent les activités de production. Le chef de famille s'est fait aménager un appartement très simple au deuxième étage de l'un d'eux, tandis que le fils cadet et son épouse occupent une maison à proximité. Cette famille d'entrepreneurs est représentative du modèle de développement capitaliste qui a fait la

27 Cité dans Lynda Dematteo, *La Ruée vers la Roumanie des entrepreneurs italiens*, Etude 69, coll. Fabriques de l'Europe (sous la direction de Aziliz Gouez), Notre Europe, 2009, p.3.

28 Chiffre recouvrant le nombre d'entreprises enregistrées auprès de l'Ambassade d'Italie à Bucarest fin 2009: http://www.ambucarest.esteri.it/Ambasciata_Bucarest/Menu/Informazioni_e_servizi/Fare_affari_nel_Paese/Rapporto_congiunto/

29 Entretien avec Enrico Grieco, Président de l'API Cuneo (*Associazione Piccole e Medie Imprese Cuneo*), mars 2008. Bien que les districts de Cuneo et de Biella appartiennent à la région administrative du Piémont, leur tissu socio-économique les apparente au Nord-Est.

30 Lynda Dematteo, *La Ruée vers la Roumanie des entrepreneurs Italiens*, op.cit., pp.82-85.

fortune de la province de Trévise. Riches de leur tradition artisanale, s'appuyant sur la force de travail familiale, les entrepreneurs de cette province ont su passer à l'étape industrielle en moins d'une génération parfois. C'est ce saut qui a donné naissance aux « districts » du Nord-Est. À l'heure où la concurrence asiatique et les pressions des grands groupes les ont poussés à chercher ailleurs les conditions de prix de revient concurrentiels, c'est aussi en jouant sur la flexibilité de leurs propres familles que ces entrepreneurs ont dû s'adapter.

De leur côté, les Roumains qui émigrent vers l'Italie ont généralement en tête un projet à moyen terme (deux ou trois ans, renégociables en fonction des circonstances) et caressent la perspective de rentrer au pays une fois qu'ils auront gagné suffisamment d'argent. Bien que la majorité d'entre eux ne soient pas originaires du Banat, mais plutôt des régions orientales (Bacău, Iași), leur présence en Italie informe de façon significative les représentations et les discours des entrepreneurs italiens opérant en Roumanie. Et si la figure du filou tzigane cristallise souvent le courroux public, les Roumains que nous avons rencontrés dans le Nord de l'Italie exercent les métiers les plus divers : salariés ou installés à leur compte ; travailleurs agricoles dans les vignes de Cuneo ; directrice de l'association culturelle roumaine de Turin (dans son bureau emmaillotté de napperons multicolores) ; esthéticienne à Bergame ; employées d'une grande institution bancaire, etc. Un phénomène mérite une mention particulière. La directrice de l'agence de recrutement « *Casablanca Services* » à Timișoara, nous a en effet expliqué qu'une proportion importante des contrats qu'elle décroche concerne des positions d'aide ménagère, de garde d'enfant, ou de garde-malade en Angleterre, en Italie et en Espagne. Ainsi, à l'heure où les aides de l'Etat providence vont diminuant et où les familles occidentales externalisent de plus en plus souvent les activités qui relevaient traditionnellement de l'épouse-mère, les femmes originaires d'Europe de l'Est fournissent une main-d'œuvre abondante pour les tâches ménagères et les soins aux enfants et aux personnes âgées : « le monde occidental ressemble aujourd'hui à un vieil homme qui nécessite beaucoup de soins - et qui les tient pour naturels - de la part d'une femme attentive, rassurante et soumise, qui a toujours de l'affection à dispenser, sans rien demander en retour pour elle-même »³¹. Celles que les Italiens appellent

³¹ Lynda Dematteo, *op.cit.*, p.107.

les *badanti* font désormais partie du paysage familial, comme les domestiques d'autrefois (les *badanti* seraient 900 000 en Italie selon une recherche Cergas-Bocconi)³². Ces femmes étrangères qui s'occupent de leurs proches sont, le plus souvent, intimement connues, mais socialement invisibles. Les services qu'elles dispensent sont considérés comme relevant de la sphère privée et, à ce titre, ne font pas l'objet de débats publics sur les droits et les régulations qui devraient les encadrer (on ne discute pas volontiers des arrangements qui permettent de se décharger de la garde d'une grand-mère). Une bonne partie des *badanti* travaillent ainsi dans la clandestinité, certaines corvéables à merci. En outre, dans la mesure où leur rôle implique un investissement affectif spécifique, les licenciements (ou les décès, dans le cas d'accompagnement de personnes en fin de vie) peuvent être vécus de manière traumatique. Selon l'anthropologue Olena Fedyuk, qui s'est intéressée aux immigrées ukrainiennes en Italie, certaines femmes (que leurs qualifications ou activités antérieures ne préparaient aucunement au métier de garde-malade) finissent par développer un véritable cynisme, qui se manifeste tant dans la sélection des petites annonces auxquelles elles choisissent de répondre que dans la relation qu'elles nouent avec leur patient³³. Les équilibres émotionnels en jeu sont d'autant plus fragiles que ces femmes laissent souvent derrière elles leurs propres enfants ou parents, en les confiant aux bons soins de membres de la famille restés au pays. À plusieurs reprises au cours d'entretiens ou de conversations à Timișoara, nos interlocuteurs ont évoqué la « mauvaise éducation » des enfants dont les mères sont parties pour l'étranger. Le gouvernement roumain semble, pour sa part, s'accommoder de ce commerce. À la veille de l'élargissement de 2007, j'ai été invitée à modérer une table ronde organisée à Paris par une association européenne sur le thème de « L'apport de la Roumanie et de la Bulgarie à l'Europe » (un intitulé qui aurait fait grincer les dents d'Andrei Pleșu...) L'un des intervenants, Secrétaire d'Etat dans le gouvernement roumain de l'époque, a alors invoqué « les femmes roumaines, leur sens de la famille et leur compétence dans le domaine des soins » comme l'une des ressources que son pays peut exporter avec bonheur vers une Europe de l'Ouest vieillissante.

³² Cité dans Aldo Bonomi, *Il rancore. Alle radici del malessere del Nord*, Milano, Bianca Feltrinelli, 2008.

³³ Olena Fedyuk, "Death in the Life of Ukrainian Migrants to Italy", Paper presented during the 10th Biennial EASA Conference, Ljubljana, 29th August 2008.

Le Roumain rêve de la grande entreprise allemande, de l'organisation allemande, de tout ce qui est ordonné et efficace, mais c'est très loin de son caractère un peu latin, un peu balkanique, un peu plus proche du nôtre.
(Margherita Lenzini, Timișoara)

Les entrepreneurs italiens arrivés à Timișoara dans la première moitié des années 1990 sont surnommés « les pionniers », en référence au contexte instable, voire anarchique, des premières années de la « transition » vers l'économie de marché. Depuis lors, le marché roumain a considérablement évolué et mûri - et il en est allé de même de l'archipel productif né de la rencontre entre le Nord-Est de l'Italie et le Nord-Ouest de la Roumanie. Le site de l'Ambassade d'Italie à Bucarest qualifie de « laboratoire roumain » l'expérience collective d'expatriation des ressortissants italiens. La projection des districts italiens vers le Banat roumain recouvre en effet un éventail d'activités bien plus vaste que la seule production industrielle. Nombre des investisseurs arrivés pour implanter des unités de production textile, mécanique ou de travail du cuir n'ont pas manqué de saisir au vol les autres opportunités offertes par l'environnement local. Ils ont rapidement compris les profits qu'ils pouvaient tirer d'investissements dans l'immobilier et dans l'achat de terres agricoles. Ces entrepreneurs ont également entraîné dans leur sillage toute une cohorte d'avocats, de banquiers, de consultants, d'informaticiens, et de comptables qui les aident à naviguer dans le dédale de la bureaucratie roumaine et à obtenir les autorisations nécessaires. Plusieurs chefs d'entreprise nous ont raconté avec prolixité et trémolos les ennuis auxquels ils ont dû faire face en termes d'accès au crédit (domaine dans lequel les banques roumaines avaient, au début des années 1990, une politique très restrictive) et de maîtrise des lois « non écrites » qui régissent l'économie locale. L'un d'eux a même changé de vocation en cours de route : ayant rencontré des déboires avec des partenaires roumains véreux, il a créé un service en ligne de consultance juridique à l'usage de ses compatriotes qui souhaitent se lancer dans les affaires en Roumanie. Les agences de recrutement locales aident quant à elles les entrepreneurs à trouver des travailleurs et à organiser leur transport quotidien jusqu'aux usines (les pénuries de main-d'œuvre et le *turnover* élevé constituaient encore deux facteurs distinctifs du marché du travail de la région au printemps 2008). Les associations d'employeurs et les chambres de commerce des Régions italiennes, ainsi que leurs antennes locales installées à Bucarest et Timișoara, les assistent dans

le choix des sites d'implantation et des fournisseurs locaux. Nous avons ainsi été conviées, un soir, à une conférence organisée par le Consulat italien, suivie d'un dîner dans l'un des nombreux restaurants italiens de la ville, *Il Pomodoro*³⁴. Une trentaine de personnes sont présentes pour écouter un ingénieur roumain, employé par une compagnie italienne, détailler dans un italien parfait tous les avantages que pourraient représenter l'installation de panneaux solaires sur les hangars que les industriels font construire dans le département de Timiș. Certains entrepreneurs expriment leurs réserves à l'égard de ce qui leur apparaît comme une nouvelle lubie écologiste de Bruxelles, et se félicitent en termes assez crus du recul des Verts lors des dernières élections italiennes. Ils désirent avant tout connaître les avantages qu'ils pourraient retirer d'un tel investissement. Lorsque l'ingénieur leur explique qu'ils pourront non seulement pourvoir à leur propre consommation, mais également vendre les surplus ainsi produits, si la surface de leurs hangars le permet, certains sortent leur calculatrice...

Tout se passe donc comme si Roumains et Italiens travaillaient ensemble pour le bénéfice mutuel de leurs deux pays. Une conférence organisée en mai 2004 par l'OCDE décrit le processus d'externalisation des districts du Triveneto vers Timișoara comme une situation de gagnant-gagnant [*win-win*]³⁵. Les Italiens ont certainement contribué au développement de la région en créant de l'activité et des emplois à une époque où les industries héritées du communisme s'effondraient l'une après l'autre. Ils ont apporté de nouvelles machines ; ils ont rénové d'anciens ateliers de production et en ont monté de nouveaux ; ils ont construit des routes et des lignes d'alimentation électrique reliant leurs usines au réseau principal (un promoteur de Cuneo a ainsi déployé devant nos yeux une carte impressionnante de la zone industrielle flambant neuve - assortie d'une myriade de ronds-points, en conformité avec les normes européennes - qu'il était en train de faire construire dans la région d'Arad). Surtout, les Italiens se félicitent de transmettre leur savoir-faire industriel aux Roumains et insistent sur le caractère familial de la vie quotidienne à Timișoara. Le palais baroque de la Place de l'Union est aujourd'hui encadré de pizzerias où Roumains et Italiens discutent dans un étrange mélange de leurs langues respectives. Les affinités - culturelles

³⁴ Episode relaté plus en détail dans Lynda Dematteo, *op.cit.*, p.81.

³⁵ « *Clusters of Enterprises and the Internationalisation of SMEs* », conférence de l'OCDE organisée à Timișoara le 24 mai 2004.

et linguistiques - sont soulignées par les deux parties. Les nouveaux riches de Timișoara ont quant à eux eu vite fait d'adopter les codes de l'univers professionnel occidental, mais aussi les signes ostentatoires de la réussite « à l'italienne » (chirurgie esthétique, grosses cylindrées et vêtements de marque).

Enfin, si les entrepreneurs de Vénétie se sentent chez eux dans le Banat, c'est aussi parce qu'ils ont l'impression de revivre les conditions économiques qui ont caractérisé le « Miracle italien » dans les années 1960, lorsque les petites entreprises du Nord-Est, telles *Benetton* ou *Diesel*, ont pris un envol spectaculaire. Nombre d'entre eux s'identifient aux Roumains, qu'ils décrivent comme « les Italiens il y a cinquante ans ». De ce point de vue, les mots de Margherita Lenzini, entrepreneuse installée depuis seize ans à Timișoara, parlent d'eux-mêmes : « On évoque beaucoup la proximité culturelle entre Italiens et Roumains : ce ne sont pas que des paroles en l'air, l'affinité est très profonde, caractéristique - et cela se voit aussi à travers le rapport à la modernité et à l'Europe. L'Italie a transféré en Roumanie son modèle de développement : c'est un modèle un peu chaotique, très individualiste et, surtout, particulièrement créatif, où les PME sont dominantes. Car pour nous autres, Italiens, la grande entreprise est une réalité étrangère. Ce qui prime dans notre modèle, c'est l'implication directe du propriétaire dans l'entreprise : au-delà d'une certaine taille, on passe nécessairement à une gestion managériale. En Italie, ce modèle de la petite entreprise est performant dans les secteurs où il faut être créatif et optimiser les prix de revient. C'est ce modèle qui a fait de notre économie ce qu'elle est aujourd'hui. Et je crois que même dans le contexte difficile que nous traversons, c'est toujours une carte gagnante, car le *Made in Italy*, qu'est-ce que c'est ? C'est parvenir à faire un produit de qualité qui se distingue de ce qui se fait partout ailleurs. Avec la globalisation, si tu veux vendre tes chaussures plus chères que celles des Chinois, il faut qu'elles soient plus belles ou plus confortables. Ce modèle est né en Italie du Nord et il a été transféré ici. Je pense qu'il convient bien aux Roumains, car ils ont une mentalité très proche de la nôtre »³⁶.

³⁶ Cité dans Lynda Dematteo, *op.cit.*, p.91.

*Mon arrière-grand-père maternel s'appelait Morandini. Il est venu du Sud Tyrol pour construire des routes - une vieille tradition romaine... (Lucian Boia, Bucarest)*³⁷

Ce n'est pas la première fois que les Italiens viennent en Roumanie. Une poignée d'entreprises italiennes étaient déjà actives dans le pays avant la chute de Ceaușescu. Dans son roman intitulé *La Convocation*, Herta Müller - écrivain roumain de langue allemande - décrit la vie à Timișoara du temps de la dictature communiste : la grisaille du quotidien, les privations et les intimidations. Elle raconte aussi la persécution dont elle est victime de la part de la *Securitate* suite à la découverte d'un appel au secours qu'elle a osé glisser dans la poche d'un pantalon qu'elle cousait pour une maison de confection italienne³⁸. En remontant encore le temps, on trouve de nombreuses traces de la présence italienne dans la Roumanie de l'avant-guerre. Au centre de la Place de la Victoire de Timișoara (*Piata Victoriei*), qui relie le Théâtre national Mihail Eminescu et l'Opéra à la Cathédrale orthodoxe, se dresse une statue de la louve allaitant Romulus et Remus. Offerte par la municipalité de Rome en 1926, ce monument vient rappeler les origines latines des Roumains (lesquels aiment à se présenter comme les descendants des légionnaires de l'Empereur Trajan qui conquièrent la Dacie en l'an 107)³⁹, mais aussi les affinités des fascistes des deux pays pendant l'entre-deux guerres. Il faut également replacer l'histoire des liens entre l'Italie et le Banat dans le contexte de l'émigration italienne au sein de l'Empire des Habsbourg. De nombreux monuments, des infrastructures civiles, des édifices industriels et des maisons privées, toujours visibles, sont le fruit du travail des architectes et des artisans italiens de la « première globalisation ». Comme le rappelle un historien local, « tous les anciens ponts dynamités dans les années 1960 avaient été construits par des Italiens aux XVIII^e et XIX^e siècles. Après 1722, les Italiens étaient déjà venus s'occuper de la filature de soie de Timișoara, puis de celle de Lugoj. D'autres sont venus cultiver le riz. Et il y avait aussi des artistes et des musiciens ».

³⁷ Entretien avec Lucian Boia, historien, avril 2008. Texte intégral : <http://www.notre-europe.eu/fr/axes/visions-deurope/travaux/publication/rencontres-europeennes-13-entretiens-sur-lidentite-europeenne/>

³⁸ Herta Müller, *La convocation*, Editions Métailié, 2001 (1997 pour l'édition allemande: *Heute wär ich mir lieber nicht begegnet*). Originaire de Timișoara, Herta Müller a émigré en R.F.A. à la fin des années 1980.

³⁹ La réévaluation des racines latines du peuple roumain (et de sa langue) fut au cœur du projet de construction nationale porté par les intellectuels roumains au XIX^e. Ces hommes n'ont cessé d'insister sur la spécificité d'un espace culturel latin contre l'univers slave qui l'entoure, et ont entrepris de « re-latiniser » la langue vernaculaire.

L'émergence des revendications nationales, au XIX^e siècle, a également rapproché Roumains et Italiens, engagés dans un même combat pour la liberté au sein de l'Empire autrichien, rebaptisé alors la « prison des peuples ». Alliés aux Italiens contre la couronne des Habsbourg, les nationalistes roumains ont combattu dans les troupes de Garibaldi. Beaucoup d'entre eux adhéraient aux idées républicaines de Giuseppe Mazzini. La marche vers l'unité des deux pays s'est réalisée de manière contemporaine au XIX^e siècle, entre 1848 et 1878, et est demeurée dans les deux cas incomplète : le Trentin-Haut-Adige, l'Istrie d'un côté, la Bucovine, la Transylvanie, et le Banat de l'autre, sont restés austro-hongrois jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Parallèlement, ont commencé les grandes vagues d'émigration italienne qui se sont succédées jusque dans les années 1920. Si le phénomène de l'émigration des Italiens vers les Etats-Unis, l'Argentine ou la France est bien connu, on ignore parfois que beaucoup d'entre eux ont tenté leur chance en Europe de l'Est. Nombre de ceux qui vinrent au XIX^e siècle participer au développement du Banat étaient originaires des provinces du Nord-Est : Belluno, Trévis, Rovigo, Udine. À partir des années 1880, la Roumanie fut surtout la destination des Italiens du Frioul, c'est-à-dire des régions montagneuses de l'extrême pointe orientale du pays. La plupart de ces gens retournèrent en Italie, mais certains se fixèrent en Roumanie et furent définitivement assimilés. En 1951, des milliers d'Italiens furent renvoyés dans leur pays d'origine (ou celui de leurs parents, migrants du siècle précédent) ; ceux qui restèrent en Roumanie furent forcés de se naturaliser et bien souvent de changer de nom⁴⁰.

Ainsi, les gens du Nord-Est ont déjà par le passé considéré la Roumanie comme un pays riche de ressources naturelles et comme une terre d'expansion pour leurs activités. Au-delà des raisons énumérées par les entrepreneurs pour expliquer la présence italienne dans le Banat, se font jour des logiques plus anciennes, que le second conflit mondial, puis la Guerre froide, nous avaient fait perdre de vue. À travers le double mouvement de trajectoires croisées qui relie aujourd'hui le Nord-Est italien et le Banat roumain, nous assistons donc au rapprochement de deux « régions-charnières », l'une située à l'articulation entre les sphères latine, germanique et slave, et l'autre à la jonction des Balkans et de l'Europe centrale. Et bien que les entrepreneurs du Triveneto ne semblent pas se souvenir de l'his-

toire des migrations précédentes, il est étonnant d'observer la vitesse à laquelle ils ont, après la chute du Mur de Berlin, rétabli les liens interrompus avec les régions du sud-est européen. La vieille géographie habsbourgeoise affleure sous les cadres contemporains de l'intégration européenne. De tels phénomènes donnent à penser sur les cycles de l'histoire européenne, qui voit se succéder phases d'expansion, de transferts et d'ouverture, et périodes de rétrécissement et de fermeture.

⁴⁰ Cité dans Lynda Dematteo, *op.cit.*, p.62.

II - Prédateurs, préjudices et perfidies populistes

Dans quelle mesure les conceptions identitaires formulées dans le Banat sont-elles partagées par les entrepreneurs italiens qui organisent aujourd'hui leur vie quotidienne dans un mouvement de va-et-vient entre Trévise et Timișoara ? Les dynamiques qui traversent les régions frontalières de l'Europe élargie sont en fait hautement ambiguës du point de vue de l'intégration européenne. Terres de lien, d'échanges économiques et culturels, ces espaces peuvent aussi devenir lieu de retranchement identitaire. Et le rapprochement de deux régions peut attiser les craintes autant qu'il invite à l'exploration du territoire de l'Autre. Ainsi, l'ouverture des frontières ne revêt pas la même signification pour les Banatais, qui gardent un souvenir cuisant du régime d'enfermement imposé par le pouvoir communiste, que pour les Italiens, qui redoutent certains des changements que cette ouverture apporte. Ayant mis en évidence, dans la section précédente, les logiques qui ont mené à la constitution du territoire transnational de Trevișoara, je vais à présent décrire les asymétries et les tensions qui fracturent cet espace, en me basant principalement sur l'étude de cas réalisée pour Notre Europe par Lynda Dematteo sous le titre : *La Ruée vers la Roumanie des entrepreneurs italiens*. Je commencerai par un examen critique du modèle de développement capitaliste qui a révolutionné la région de Timișoara. Comme nous le verrons,

le changement de système (ce que l'on désigne communément sous le terme de « transition » vers l'économie de marché) a été l'occasion pour les pionniers italiens arrivés dans les années 1990 de se conduire selon des normes de comportement qui ne sont pas loin d'évoquer les chercheurs d'or ou les chasseurs de bisons de l'époque de la conquête de l'Ouest. Dans un second temps, je me pencherai sur certaines des peurs et des expressions de mécontentement qui traversent les provinces du Nord Est de l'Italie (et qui se manifestent notamment dans le vote en faveur de la Ligue du Nord). Ce faisant, j'élargirai l'analyse aux défis que les partis populistes posent au fonctionnement des démocraties européennes. Le dépaysement que ces prédicateurs de l'entre-soi se proposent de conjurer est celui des autochtones, des citoyens racinés, qui ne se sentent plus « chez eux » dans leur région ou dans leur ville.

2.1. La Ruée vers l'Est

Les Roumains ont depuis toujours rêvé d'entrer en Europe. Pour des raisons subjectives, mais aussi et surtout objectives - les Turcs, les Russes, le communisme - nous sommes restés séparés de l'Occident par un inexorable décalage. Nous n'avons pu que nous efforcer de remplir ce hiatus de formes sans avoir le temps de les investir d'un contenu, obsédés que nous étions de tenir le rythme et de rattraper (...) Le mécanisme de ce devenir est tellement fonctionnel que l'on pourrait presque dire que les formes sans fond ont été, et restent, notre forme propre de progrès. (Ana Blandiana, Bucarest)

La Roumanie est devenue dans les années 1990 une nouvelle Frontière de l'Union européenne. Le Banat a alors vu affluer toutes sortes d'aventuriers venus risquer leur chance dans cet Eldorado encore vierge de législation européenne. Quelques-uns étaient de vrais desperados qui, fuyant un passé douteux, sont arrivés en Roumanie pour y tenter une deuxième vie, voire une deuxième jeunesse - avec une nouvelle femme. Au-delà du cas roumain, c'est toute l'Europe de l'Est qui a vu s'épanouir des formes de capitalisme sauvage sur les décombres de l'ancien système. L'atmosphère de ces premières années de transition a été bien rendue par Kieślowski dans le second volet de sa trilogie *Trois couleurs : Bleu, Blanc,*

Rouge. Sorti en 1994, *Blanc* raconte l'histoire de rêves d'égalité floués et d'un mariage avorté, parce que non consommé, entre une Française et un Polonais (le film peut aussi bien être interprété comme une métaphore des relations entre l'Est et l'Ouest). Brutalement dépouillé de son permis de séjour en France, Karol, le protagoniste, rentre en Pologne, où il fait rapidement fortune en doublant deux escrocs dans une lucrative machination immobilière. Le co-scénariste du film, Krzysztof Piesiewicz, décrit ainsi l'état d'esprit de ses compatriotes au lendemain de la Chute du Mur de Berlin : « La course à l'organisation du neuf a entraîné un béhaviorisme total. À la génération qui avait entre vingt et trente ans dans les années 1990, on a dit : "cours, attrape ce que tu peux, tout dépend de toi, sois le plus fort !". Tous les moyens étaient permis. Cette génération des quadragénaires est terriblement à plaindre (...) Elle est déjà fatiguée. Cela se voit sur les visages. Cela se voit aux têtes chauves, aux joues transpirantes, aux costumes élimés »⁴¹. Ce qui est spécifique à la région de Timișoara, néanmoins, est le rôle pionnier qu'ont joué les petits entrepreneurs du Nord de l'Italie dans l'établissement des conditions économiques de l'après-1989. Et il faut souligner les limites (et même certains effets pervers) de ce modèle de développement qui a, en l'espace de vingt ans, fait la fortune du Banat roumain.

A l'instar de Margherita Lenzini, les Italiens se félicitent d'avoir transféré en Roumanie un modèle industriel particulièrement performant parce que fondé sur l'implication directe du propriétaire dans l'entreprise et, surtout, sur une forte créativité. En y regardant de plus près, l'effet d'entraînement de certaines délocalisations est pourtant loin d'être évident. Une partie des unités de production que nous avons visitées sont installées à l'intérieur d'usines à peine réaménagées depuis l'époque communiste (certaines ont même plutôt l'air d'avoir été vidées) et fonctionnent avec des machines qui évoquent le progrès technique d'il y a cinquante ans. Mais, après tout, le recyclage fait partie des recettes du progrès économique dans les pays les moins riches. Et, invoquant la remarquable inventivité des Vénètes, on pourrait arguer que de nombreux bijoux du Nord-Est sont nés dans des ateliers d'artisans, et que ce qui compte avant tout, ce sont les idées, les compétences et l'esprit d'entreprise. Cependant, même de ce point de vue, le tableau n'est guère encourageant. Une proportion non négligeable des

⁴¹ Entretien avec Krzysztof Piesiewicz, scénariste et sénateur, Varsovie, mars 2008. Texte intégral : http://www.notre-europe.eu/fileadmin/IMG/pdf/RE_N_13-K_Piesiewicz-fr.pdf

pionniers arrivés à Timișoara au début des années 1990 étaient des entrepreneurs en bout de course. Cela est notamment le cas des industriels opérant dans les secteurs de la chaussure et de l'habillement : pressurisés par la redoutable concurrence asiatique, ils se sont transférés en Roumanie afin de recouvrer une mince marge de manœuvre en rognant sur leurs coûts de production (et en particulier sur les coûts salariaux). De cette catégorie d'industriels, bien peu ont survécu à la crise économique dont les effets ont commencé à se faire cruellement sentir en Roumanie au second semestre 2008. Certains étaient d'ailleurs repartis depuis longtemps. Selon Bogdan Hossu, Président de la Confédération Nationale des Syndicats « Cartel Alfa », il faut ainsi distinguer entre les aventuriers, venus pour faire un profit maximum en un minimum de temps, et les investisseurs « sérieux ». À la vague initiale des pionniers, ont succédé des sociétés de moyenne et grande taille, et même des multinationales, aux capacités d'investissement conséquentes, et opérant dans des secteurs diversifiés : banque, infrastructures, grande distribution. Le contexte de la seconde moitié des années 2000 est donc bien différent de celui des premières années de la transition. Entre-temps, le marché roumain s'est consolidé. La consommation domestique est devenue l'un des moteurs de la croissance, et la production des usines du Banat n'est plus seulement destinée à être réexportée vers les marchés occidentaux (selon une légende locale, lorsque sort un nouveau modèle de voiture, on le trouve dès le lendemain dans les rues de Timișoara). Le tissu productif local n'en reste pas moins très dépendant de l'extérieur, et les faiblesses du système ont été brutalement exposées par la contraction, en 2008 et 2009, de la consommation européenne. C'est à partir du cas du chausseur *Geox* que j'illustrerai les restructurations en cours.

Geox est en effet typique de ces « multinationales de poche » qui font le succès économique du Nord-Est de l'Italie. Son fondateur, Mario Moretti Polegato, est quant à lui représentatif de l'inventivité dont se targuent les entrepreneurs de cette région. Le concept des « chaussures qui respirent » lui serait venu pendant une foire aux vins à Reno (dans le Nevada) où il était allé faire la promotion de la production familiale. Insupporté par la chaleur ambiante et par ses pieds gonflés, il aurait alors percé à l'aide de son couteau suisse les semelles en caoutchouc de ses chaussures. Deux ans plus tard, en 1995, la société *Geox* voit le jour

dans la province de Trévise. Les chaussures sont fabriquées selon le système de production intégré qui prévaut dans la province. Les prototypes sont créés et testés localement : leur production est répartie entre plusieurs unités sous-traitantes qui prennent chacune en charge la fabrication d'un ou plusieurs modèles, lesquels sont distribués à petite échelle dans quelques points de vente du Veneto et des Marches. Les collections sont ensuite adaptées en fonction des réponses des consommateurs, puis la production et la distribution sont organisées à grande échelle. En 1997, *Geox* investit dix millions d'euro dans la construction d'une usine à Timișoara. Ce site de 25 000 m² est le plus important du groupe en Europe (le second étant basé en Slovaquie) et emploie plus de 1000 ouvriers jusqu'en 2008. *Geox* entraîne aussi dans son sillage de nombreux sous-traitants italiens qui s'installent à proximité. Mario Moretti Polegato est même fait consul honoraire de la Roumanie en reconnaissance de sa contribution au développement du district de Timișoara. Mais en 2009, tombe une nouvelle alarmante : l'usine de Timișoara a été vendue (à un industriel italien qui continuera de produire pour *Geox*). Le rapport d'activités 2009 indique pudiquement : « Au cours de l'année 2009, le groupe a poursuivi sa stratégie d'optimisation de la production et de préservation d'un degré maximal de flexibilité. Il a notamment transféré à de tiers partis la totalité des activités de production qui étaient historiquement conduites en Roumanie et en Slovaquie »⁴². C'est donc en externalisant ses activités productives que *Geox* a ajusté sa stratégie à la contraction de la demande. Le nombre total des ouvriers travaillant directement pour le groupe est ainsi passé de 1761 en 2008 à 71 fin 2009. Le groupe a en revanche conservé la totalité des effectifs assignés à la vente dans les magasins de la marque ainsi que ceux affectés à la recherche et au développement, concentrés en premier lieu en Italie.

A l'instar du reste du pays, l'économie de la région de Timișoara est aujourd'hui en récession. Poussées par la crise, certaines entreprises se sont transférées vers la Moldavie, l'Ukraine, voire même l'Asie, ou bien, à l'instar de *Geox*, ont opté pour l'externalisation de leur production. L'Asie n'étant pas à la portée de tout le monde, nombre des entrepreneurs les plus modestes, aussi bien roumains qu'étrangers, ont quant à eux réorienté leurs activités localement, passant de

⁴² Ma traduction. *Geox, Annual Report 2009*, p.7. Rapport téléchargeable à l'adresse suivante : http://www.geox.biz/pdf/ENG_Bilancio%20consolidato%202009.pdf

la manufacture aux secteurs du bâtiment, des services, ou des infrastructures. D'autres, enfin, ont tout simplement dû mettre la clé sous la porte. 5000 entreprises ont ainsi disparu des registres officiels du département de Timiș en 2009, soit presque 100 fois plus qu'en 2008⁴³. Parmi les plus vulnérables, figurent celles qui travaillent en « système *lohn* » (*i.e.* pour les grandes marques occidentales, en suivant un cahier des charges bien spécifique), et sont à ce titre particulièrement dépendantes des commandes de leur partenaire étranger. Mais la crise a aussi « corrigé » certains des excès qui avaient accompagné le boom économique, au premier rang desquels l'inquiétante inflation des pratiques de spéculation sur le foncier et l'immobilier. Au début des années 2000, nombre d'investisseurs étrangers avaient en effet entrepris d'acquérir les terres agricoles de la région par centaines, voire par milliers d'hectares - certains misant sur leur requalification en terrains constructibles (ce qui a pu parfois être accéléré au moyen de libéralités adroitement distribuées aux autorités compétentes), d'autres sur l'arrivée programmée des primes de la PAC. Les restrictions encadrant l'achat de terres par des étrangers ont souvent été contournées grâce à l'établissement de partenariats avec des associés locaux servant de prête-nom. De tels phénomènes spéculatifs sont particulièrement graves parce qu'ils hypothèquent la possibilité même du développement à long terme. Par ailleurs, la plupart des entrepreneurs italiens que nous avons interrogés nous ont confié avoir investi, à plus ou moins grande échelle, dans l'immobilier résidentiel. La flambée des prix de l'immobilier d'entreprise a, de son côté, fini par réduire l'attrait de Timișoara pour les entrepreneurs les plus modestes. Au début de l'année 2008, le modèle de développement de la région semblait donc avoir atteint un seuil de saturation, qui se reflétait aussi sur le marché du travail. En avril 2008, le département de Timiș enregistrait l'un des niveaux de chômage les plus bas de l'Union (1.27%)⁴⁴ et nombre d'entrepreneurs se plaignaient de devoir faire face à un insupportable *turnover*, voire à un déficit de travailleurs. Cette situation de « sur-emploi » n'est pas imputable au seul dynamisme de l'économie locale ; elle renvoie aussi à l'exode massif des travailleurs Roumains (notamment ceux des régions orientales) vers l'Europe de l'Ouest. Selon les chiffres fournis par Eurostat, près de deux millions de citoyens roumains étaient employés à l'étranger en 2008, essen-

43 Olivia Tulbure, « Lecțiile crizei pentru micii afaceriști », *Adevărul*, 3 janvier 2010. Cité dans Cristina Stănculescu, *Timișoara, un chantier identitaire aux confins de l'Europe*, Notre Europe, 2010, p.20.

44 Vlad Enciu, « Șomajul scăzut în județul Timiș sperie potențialii investitori », *Ziarul financiar*, 7 avril 2008, cité dans Cristina Stănculescu, *op.cit.*, p.20.

tiellement en Italie et en Espagne. Toujours selon Eurostat, les Roumains sont les étrangers dont la présence sur le territoire des autres Etats membres de l'Union a connu l'augmentation la plus spectaculaire, passant de 300 000 en 2001 à 1,7 million en 2008⁴⁵. La Roumanie a dû à son tour recourir à l'immigration : des Chinois sont arrivés, mais aussi des Indiens, des Moldaves, des Ukrainiens et des Turcs. Ce mouvement croisé qui a vu le départ massif des travailleurs roumains et l'arrivée de nombreux industriels italiens a fini par engendrer une situation qui ulcère l'un d'entre eux : « Aujourd'hui, nous sommes sans ouvriers en Roumanie, et en Italie les gens ont peur des Roumains ! Je ne suis pas fou, c'est bien ce qui se passe ! »⁴⁶ Près de deux ans après cette conversation, la situation a quelque peu évolué. Le taux de chômage atteignait 4,2% dans le département de Timiș à la fin 2009, et les analystes prévoient pour cette année 2010 la mise en vente des terrains et des biens immobiliers détenus par ceux des entrepreneurs qui ne pourront rembourser les prêts bancaires dont ils sont dépendants. L'actualité roumaine du printemps 2010 a aussi été scandée par les manifestations de protestation contre les mesures d'austérité définies par le gouvernement roumain en contrepartie de l'aide allouée par le FMI (un engagement à réduire de 25% les salaires des fonctionnaires et de 15% les retraites).

La Roumanie, c'est Naples faite nation. (Antonio Gambirasio, Bergame)

Lorsque nous les avons interrogés, les fonctionnaires de l'« Inspection du travail » (qui, pour nous avoir confondues avec des « inspectrices » de l'Union européenne, se tenaient pratiquement au garde-à-vous pendant toute la durée de notre visite) et la petite équipe jeune et féminine (ce qui, en Roumanie, n'est pas un gage d'autorité) de la toute nouvelle « Inspection de l'environnement » nous ont assuré que le fonctionnement des usines de la région ne présentait aucune anomalie. Le préfet et le chef des sapeurs-pompiers du département de Timiș, à qui nous avons posé les mêmes questions, estiment au contraire que les normes de sécurité et les systèmes de gestion des déchets d'une bonne partie de ces usines ont de quoi effrayer. Le préfet raconte avec un dégoût encore palpable les difficultés auxquelles ont été confrontés ses services lorsque

45 http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-SF-09-094/EN/KS-SF-09-094-EN.PDF

46 Cité dans Lynda Dematteo, *op.cit.*, p.118.

Smithfield, géant américain du porc, a provoqué à l'été 2007 une catastrophe sanitaire sans précédent. Incapables de gérer seules la situation, les autorités locales ont appelé à la rescousse des experts britanniques pour incinérer en toute urgence des dizaines de milliers de carcasses de porcs contaminés par la peste porcine (le groupe américain en question s'était implanté en 2004 dans la région de Timișoara après avoir été « chassé » de Pologne. Lorsque l'épidémie a été détectée, seules onze des trente-trois fermes roumaines détenues par *Smithfield* fonctionnaient légalement). Un autre de nos informateurs, un Piémontais consultant en sécurité industrielle, va quant à lui jusqu'à qualifier les usines de quelques uns de ses compatriotes de véritables « bombes à retardement ». Mais un défi plus redoutable encore est sans doute celui posé par les activités de l'éco-mafia italienne et de ses associés locaux⁴⁷.

Le problème de la gestion des déchets par la mafia napolitaine est bien connu. Les activités de cette « *camorra* de cols blancs » s'étendent en fait au-delà de la région napolitaine puisque certaines industries du Nord de l'Italie recourent aux réseaux criminels pour se débarrasser de leurs déchets toxiques. Quant à la population méridionale, elle préfère souvent s'accommoder de ces trafics très lucratifs : les paysans sont soudoyés pour recevoir les déchets dans leurs champs. La région napolitaine reste ainsi sous-équipée en décharges légales, tandis qu'elle croule sous les immondices. Face à l'urgence, les autorités italiennes ont examiné plusieurs pistes afin de se débarrasser des ordures. Un porte-parole du Ministère de l'Environnement italien interrogé par l'AFP le 30 mai 2007 a ainsi annoncé la visite à Bucarest d'un groupe d'experts du Ministère et de la *Protezione civile* pour discuter avec leurs homologues roumains de la possibilité d'un éventuel stockage et traitement de déchets en Roumanie (on sait pourtant que ce pays ne dispose pas des structures adéquates : la plupart des industries roumaines se débarrassent directement de leurs déchets, sans passer par l'entremise de la collecte publique). Cependant, les mafias auront été une fois encore plus rapides que le gouvernement : les parrains napolitains avaient déjà commencé à sous-traiter l'affaire en recourant à l'exportation des déchets industriels toxiques. Ainsi, l'éco-mafia est en train d'étendre ses tentacules en Europe : après avoir dévasté la Campanie et enfumé la Lombardie, le clan des

Casalesi est parti empoisonner d'autres contrées. Ce clan contrôle aujourd'hui plusieurs usines de textile dans le *Judetul* de Timiș, région où la roue de la fortune tourne également autour des jeux de hasard *on line*, des casinos, des loteries et des paris, mais aussi des complexes agro-alimentaires dans lesquels on fabrique sans garantie des mozzarellas au lait de bufflonne de Campanie. Les autorités roumaines ont découvert des graphistes improvisés qui réalisaient des étiquettes certifiant l'authenticité et la qualité de ce produit qui est ensuite exporté partout dans le monde. Le 19 juin 2008, en collaboration avec le bureau de liaison italien *Interpol* de Bucarest, la police roumaine a arrêté à Faget (à 120 km de Timișoara) l'un des boss de la *camorra*, Enrico Zupo. Mais de telles arrestations sont rares. Et, contrairement aux honnêtes gens, les mafias ne connaissent pas la crise. Plutôt, elles en profitent directement : il leur est facile d'émettre des liquidités alors que les banques refusent des prêts aux entreprises, et les autorités italiennes ont commencé à mettre en garde les acteurs économiques contre ces usuriers.

Le second aspect préoccupant des transformations induites par l'internationalisation de la région de Timișoara touche à la nature de certaines des asymétries qui se sont instaurées dans les relations entre ouvriers roumains et leurs commanditaires étrangers, mais aussi entre hommes italiens et femmes roumaines. En 2004, les Roumains avaient élu un gouvernement porteur d'un programme de réformes néo-libérales. La date n'est pas anodine : représentants du gouvernement et des milieux d'affaires avaient de concert présenté ces réformes comme une condition nécessaire pour que la Roumanie puisse elle aussi rejoindre l'UE. Tant du côté des syndicalistes que des entrepreneurs italiens, on s'inquiète aujourd'hui des effets de la crise : effets matériels, mais aussi effets psychologiques car les Roumains découvrent tout à coup que le capitalisme de marché n'est pas le système infaillible qu'on leur avait promis. Un industriel italien exprime ainsi ses craintes : « Nous sommes allés dans ce pays, nous l'avons "libéré" d'un tyran qui jusque-là était bien commode pour tout le monde et nous avons transféré un système qui était déjà en faillite chez nous (...) À présent, avec cette crise, il y aura beaucoup de travail pour les psychologues en Roumanie. Parce que nous, à l'Ouest, nous sommes habitués aux fluctuations de

⁴⁷ Dans le paragraphe qui suit, est reprise de manière succincte une question traitée plus amplement dans l'étude de Lynda Dematteo, *op.cit.*, pp.109-116.

l'économie, mais eux, ils avaient l'illusion que tout serait facile »⁴⁸. Les slogans affichés lors de la manifestation du 19 mai 2010 à Bucarest (manifestation dont la taille n'est pas sans évoquer les grands rassemblements de décembre 1989) traduisent l'ampleur du désenchantement : les Roumains s'insurgent contre le sacrifice de leurs retraites ; ça et là, des pancartes réclament que ceux qui ont « pillé » le pays pendant vingt ans paient la dette.

Au-delà de ces considérations, ce qui frappe le plus dans les usines de Timișoara qui produisent pour les grandes marques italiennes est le contraste entre l'objectivation du corps des ouvriers d'une part, et la subjectivation des produits d'autre part. Car ce qui se joue dans la transformation de produits roumains en produits étiquetés italiens signifie plus qu'une simple opération marketing. Dans les domaines de l'habillement et de la chaussure, l'Italie est un « cachet », une image de marque. Et le *Made in Italy* renvoie tout autant à des qualités objectives - qualité des matières, particularité des coupes et des couleurs - qu'à une idée, une conception de l'art de vivre italien. Ce qui est vendu, c'est avant tout un concept, une image du style à l'italienne. Dès lors, la contribution des travailleurs roumains au *Made in Italy* se trouve entièrement escamotée. Et quand bien même les articles des grands noms du prêt-à-porter italien (*Max Mara, Prada, Dolce & Gabbana, Diesel, Benetton*) sont aujourd'hui fabriqués par des mains roumaines, dans l'esprit de nombreux entrepreneurs, l'Italie continue de figurer le pôle de la beauté, tandis que la Roumanie incarne celui de la laideur. Un mot italien traduit la ténacité du préjugé : c'est la « *romenata* », qui désigne une chose mal faite. Les discours des patrons d'usines ou des techniciens italiens sont souvent emprunts d'une xénophobie ordinaire. Dépeindre les Roumains comme de piètres travailleurs, incapables d'apprécier la valeur du travail bien fait, permet aussi de justifier les politiques de bas salaires. Les autorités économiques roumaines ont tenté de lancer le label *Made in Romania* - jouant, comme les Italiens, sur une qualité et des standards haut de gamme qui leur permettraient de se distinguer par rapport à la production textile chinoise - mais l'initiative n'a pas porté ses fruits. Nous sommes là confrontés à un processus de « déracinement », au sens que la philosophe Simone Weil donne à ce mot⁴⁹. Le travail fourni par les

48 Cité dans Lynda Dematteo, *op.cit.*, p.123.

49 Selon Weil, le travail doit convoquer l'identité du travailleur en donnant à celui-ci les conditions nécessaires pour retrouver quelque chose de lui-même dans l'acte de labeur et dans l'objet travaillé. Voir Simone Weil, *L'enracinement*, Flammarion, coll. Folio, 1990.

Roumains qui produisent pour les grandes marques est dépourvu de sa vertu réfléchissante. Les ouvriers de Timișoara sont d'autant plus avides de se réapproprier ce dont ils ont été spoliés que les articles qu'ils fabriquent sont inaccessibles à leurs modestes budgets. Ils se rattrapent en déambulant le dimanche devant les vitrines des boutiques italiennes du centre commercial *Iulius*. Et - en consommant ersatz ou contrefaçons - c'est aussi une certaine idée de l'Italie (et de l'Occident) qu'ils s'achètent sur les marchés de Timișoara.

Enfin, les entrepreneurs que nous avons interviewés se sont presque tous dits choqués par l'ampleur de la prostitution à Timișoara et par les comportements prédateurs de leurs compatriotes. Cette réalité est problématique aux yeux de nombre d'investisseurs italiens car elle dégrade leur image et, partant, leur crédibilité à l'égard de leurs partenaires roumains ou étrangers, mais aussi de leurs familles. Lors d'un entretien conduit en mars 2008 avec quatre industriels de l'*API Cuneo*, deux d'entre eux ont précisé qu'ils avaient dû à plusieurs reprises emmener leurs épouses à Timișoara afin de les rassurer sur leurs motivations et sur leurs fréquentations là-bas. Le fait qu'une partie des prostituées qui exercent en Italie soient de nationalité roumaine ne fait que renforcer cette image de la Roumanie comme « paradis sexuel ». À Timișoara, les Roumains ont appris à distinguer les Italiens sérieux de ceux qui viennent pour s'amuser. Chaque week-end, la ville voit affluer plusieurs milliers d'hommes arrivés grâce aux vols à bon marché offerts par les compagnies *low cost* et qui, souvent en groupe, font le tour des *nights clubs* et autres lieux où travaillent Roumaines, Ukrainiennes et Moldaves. Certains Italiens pensent ainsi que les « femmes de l'Est » sont sexuellement disponibles, y compris sur les lieux de travail. Cette « disponibilité » est parfois perçue comme une rétribution supplémentaire à l'expatriation professionnelle. Au-delà des fantasmes, on peut supposer que les pratiques de harcèlement sont relativement courantes sur les lieux de travail, même s'il est difficile d'obtenir des témoignages sur ces abus. Un promoteur immobilier de Cuneo nous a expliqué qu'il préférerait n'employer que des hommes dans ses bureaux, afin de couper court à ce type de problèmes. Dans son propre travail ethnographique, Veronica Redini rapporte que les techniciens italiens traitent les ouvrières roumaines de « putains » et de « gitanes » et se montrent souvent grossiers avec elles dans l'intention de les intimider⁵⁰. Ces observations sont corroborées par les

50 Veronica Redini, 2008, p. 58. Cité dans Lynda Dematteo, *op.cit.*, p.100.

témoignages recueillis dans un documentaire roumano-italien de 2006 intitulé *Made in Italy*⁵¹. Compte tenu des inégalités économiques entre les deux pays, comment s'étonner que certains Italiens profitent du prestige et du pouvoir que leur donne leur argent, et que certains Roumains cherchent à échapper à leur sort en suivant un Italien, ou même une Italienne ? Ces relations biaisées par les asymétries économiques font l'objet de nombreux commentaires, souvent ironiques. La petite communauté italienne de Timișoara raille ainsi les vieux entrepreneurs qui se sont amourachés de jeunes Roumaines. Selon Lynda Dematteo, « ce motif comique est récurrent dans la *Commedia dell'arte*, où le vieux marchand vénitien Pantalón, une escarcelle en forme de phallus accrochée à la ceinture, poursuit de ses assiduités des jeunes servantes délurées qui ne manquent pas une occasion de le tourner en ridicule »⁵².

Ainsi donc, les « vices » sont sans doute mieux répartis que ne le suggère la citation liminaire d'Andrei Pleșu, et l'Eldorado exhumé par les Italiens dans le Banat se révèle d'une toute autre nature que le « paradisul terestru » imaginé par Adriana Babeți et ses collègues de « La Troisième Europe ». Par certains côtés, la petite société des Italiens de Timișoara évoque celle des colons qui, dans un contexte économique moins développé que celui de leur pays d'origine, jouent les grands capitalistes tout en se délectant de l'exotisme et en faisant montre d'un esprit de conquête tout masculin. L'un d'eux s'enthousiasme : « Les Romains ont conquis la Dacie au 1^{er} siècle après Jésus Christ, nous sommes de retour pour conquérir la Roumanie ! » Timișoara est ainsi devenue (ou redevenue ?) ville de Frontière, où les pionniers sont essentiellement des hommes, et où même ceux qui sont censés faire respecter la loi se laissent parfois gagner par l'esprit du *Far East*. Quelques mois après notre visite, le préfet lui-même a été démis de ses fonctions dans une atmosphère de scandale exacerbée par le télescopage entre affaire de corruption et révélation selon laquelle sa secrétaire, ancienne finaliste du tournoi « Miss Roumanie 2008 », avait derrière elle une carrière de stripteaseuse dans une boîte de nuit de Padoue. Le parallèle peut être fait avec ces villes à *maquiladoras* de la zone frontalière entre le Mexique et les Etats-Unis - région où entrent en collision deux mondes aux disparités autrement plus démesurées. Là comme dans le Banat, le boom industriel a engendré de cruels

51 Francesca Brià, T. Krogh, C. Petrucci et J. Richardson, *Made in Italy*, Candida TV et D Media, 2006.

52 Lynda Dematteo, *op.cit.*, p.100.

phénomènes de réification des personnes, comme si les propriétés des choses se transféraient sur les êtres humains.

La roue tourne. À mesure que s'élèvent salaires, standards sociaux et environnementaux, le front des délocalisations se déplace plus avant. Pour ceux des entrepreneurs qui ont les reins assez solides pour relever le défi de la distance géographique et des *modi operandi* autochtones, la Moldavie et l'Ukraine sont désormais des destinations attractives. Et le *statu quo* qui prévaut dans les relations entre l'Union européenne et les pays de l'ex-Yougoslavie n'a pas empêché les milieux d'affaires italiens de commencer à investir ce « trou » sur la carte de l'Europe. Les grandes banques du Nord de l'Italie - *Unicredit* et *Intesa San Paolo* - sont déjà très présentes dans cette région ; *FIAT* a renoué ses liens historiques avec le constructeur automobile *Zastava* en signant le 6 mai 2008 un plan d'investissement de plusieurs centaines de millions d'Euro visant à lancer la production des *FIAT Punto* dans les usines de Kragujevac, en Serbie. Mais ce sont également les terres agricoles et les infrastructures serbes que les entrepreneurs du Nord-Est ont en ligne de mire. Les 16 et 17 juillet 2009, Mirko Cvetković, le Premier ministre serbe était en visite officielle dans la Région du Frioul-Vénétie Julienne. Accueilli à l'aéroport de Trieste par Luca Ciriani, le Conseiller en charge des activités productives, il s'est recueilli à la cathédrale orthodoxe de *San Spiridone Taumaturgo*, a visité une exposition intitulée « Les Serbes à Trieste, 1751-1914 » et a, surtout, pris part au colloque « *Sistema Paese - Perché investire in Serbia* ». Au lendemain de cette visite le *Messaggero Veneto* se réjouissait que la Région ait officiellement lancé la coopération avec la Serbie et « en particulier avec la fertile région de Vojvodine »⁵³ (laquelle, rappelons-le, comprend la partie serbe du Banat et se caractérise donc aussi par une histoire politique et démographique marquée par l'influence autrichienne). Le gouvernement italien est aujourd'hui l'un des plus ardents supporters de la candidature serbe à l'entrée dans l'Union européenne. Deux jours après le dépôt par la Serbie de sa candidature officielle, le 22 décembre 2009, un autre quotidien local, *Il Piccolo*, publiait une interview du Ministre italien des Affaires Etrangères, Franco Frattini, qui se félicitait de cette avancée : « Une fois que la Serbie sera entrée dans l'Union, nous pourrons compter sur ce pays ami, avec lequel nous entretenons déjà des

53 "Infrastrutture, energia e ambiente. Il FVG avvia accordi con la Serbia", *Messaggero Veneto*, 18/07/09.

relations économiques privilégiées. Nos exportations vers la Serbie ont été multipliées par 1,5 au cours des cinq dernières années (...) Les entreprises italiennes, et en particulier celles de notre Nord-Est, qui jouit de la plus grande proximité géographique avec ce pays, vont pouvoir profiter de ces opportunités de développement. Je vous rappelle d'ailleurs qu'à l'occasion du Sommet de Rome, le 13 novembre 2009, la Région du Frioul-Vénétie Julienne a signé avec le gouvernement serbe un "Mémoire d'entente" relatif à la coopération dans plusieurs secteurs d'intérêt mutuel ». Sans transition, la question suivante du journaliste met au jour des sentiments un peu moins chaleureux : « Quelles sont, en termes de sécurité, les implications pour l'Italie d'une adhésion serbe à l'UE ? Y-a-t-il un risque d'invasion, comme avec les Roumains ? »⁵⁴ Je reviendrai dans la section suivante sur l'équation douteuse qui affleure dans cette question et me bornerai ici à souligner que le Nord-Est semble donc bien avoir renoué avec ses desseins balkaniques et centre-européens. Trieste a même, dans ce processus, retrouvé quelque chose de son rôle de ville-pivot. L'ancien Président socialiste de la Région, Riccardo Illy, créateur de la marque de café éponyme (et lui-même issu d'une famille hongroise de Timișoara) avait d'ailleurs en son temps proposé la création d'une euro-région regroupant le Frioul-Vénétie Julienne, la Carinthie de Jorg Haider et la Slovénie voisine.

A travers le cas de Timișoara, nous avons donc montré comment la poussée vers l'Est de la Frontière de l'Union s'accompagne d'ajustements souvent brutaux. On peut prendre le parti de trouver cela normal et attendre que le système revienne de lui-même à un équilibre plus acceptable, que le processus de « rattrapage » des nouveaux venus fasse son œuvre. De fait, le redéploiement de l'appareil productif européen suite au démantèlement du rideau de fer constitue sans doute une opportunité sans précédent pour l'ensemble du continent. L'Ouest doit se réinventer tandis que certaines activités sont transférées vers les pays de l'Est, accélérant ainsi l'intégration économique et culturelle de ceux-ci. De leur côté, les Roumains sont conscients de la chance historique qui leur est offerte de combler leur retard technique en un temps record grâce aux délocalisations. Et il faut aussi évaluer les carences des élargissements de 2004 et 2007 tels qu'ils ont été conduits à l'aune de ce qu'aurait été le coût du « non-élargissement », y compris

⁵⁴ Ma traduction. Pier Paolo Garofalo, « Interview avec le Ministre Frattini », *Il Piccolo*, Trieste, 24/12/09.

sur le plan politique. Il ne s'agit donc pas de remettre en cause le fondement des transferts à l'intérieur du Marché Commun - sans lequel les principes de liberté et de solidarité européenne resteraient de vains mots - mais plutôt de s'inquiéter des effets des politiques dérégulatrices mises en œuvre depuis quinze ans tant par les institutions européennes que par les gouvernements des Etats-membres. Nous avons appris avec Karl Polanyi que le travail et la terre ne sont pas des marchandises comme les autres, et que les conséquences politiques de l'économisme sont potentiellement dévastatrices. Les sociétés européennes ont démontré par le passé une désastreuse tendance à jeter le bébé avec l'eau du bain : le rejet du libéralisme dans les années 1930 s'est accompagné d'une liquidation de la valeur fondatrice de cette doctrine - à savoir la liberté elle-même (ce que Polanyi a exprimé d'une formule expéditive : « pour comprendre le fascisme allemand, nous devons revenir à l'Angleterre de Ricardo »)⁵⁵. Le laisser-faire face aux phénomènes de spéculation à outrance, de prédation des biens publics, de pollution, pourrait bien avoir des effets explosifs. Ce laisser-faire pave la voie aux ré-encastresments les plus brutaux, aux protectionnismes les plus obtus dont les populistes se font aujourd'hui les chantres.

2.2. La tentation du ré-encastrement

*Padana City est une commune de presque cent mille habitants située dans la province italienne du monde. Elle ressemble à ce que vous vivez (...)
D'un point de vue temporel, elle est située après Tagentopoli et durant la grande transition. Les gens semblent avoir digéré les scandales, votent toujours moins aux élections et attendent une reprise économique qui n'arrive jamais. Ils jouent au loto et surfent sur le net. Certains vont même pêcher et mangent néanmoins dans des fast-foods. Beaucoup ne paient pas d'impôts. Les chômeurs sont des dizaines de milliers, les étrangers une armée. Peu d'enfants y naissent, beaucoup d'entreprises y meurent.* (Giuliano Ramazzina, *Fuori Mercato*, Nordex, 2005)

⁵⁵ Karl Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Editions Gallimard, 1983, p.54.

Depuis près de deux décennies, la région la plus riche d'Italie - le Nord-Est - prend petit à petit ses distances vis-à-vis du reste du pays. L'extraordinaire essor économique de la région est en effet indissociable de l'émergence politique de la Ligue du Nord. L'histoire de ce parti (dont le nom complet est *Lega Nord per l'Indipendenza della Padania*) commence en 1991, lorsque se fédèrent plusieurs partis régionalistes du Nord et du Centre de l'Italie (dont les plus importants sont la Ligue Vénète, créée en 1979, et la Ligue Lombarde, fondée en 1984). Umberto Bossi, le leader de la *Lega Nord*, « dit avoir pris conscience d'un mécanisme qu'il qualifie de "démentiel" : à chaque nouvelle échéance électorale, la démocratie chrétienne s'assure la victoire en achetant les voix du Mezzogiorno avec l'argent des contribuables du Nord »⁵⁶. Selon lui, le fossé entre le dynamisme du Nord et la lourdeur de la bureaucratie centrale, avec ses figures corrompues et son système de redistribution inique, est devenu tellement intolérable que la sécession s'impose. Ainsi, en l'espace de vingt ans, les discours de la *Lega* ont progressivement contribué à naturaliser les richesses acquises récemment par les habitants des provinces du Nord et à redéfinir leur position hiérarchique en Italie (et en Europe). Le centre de production du *Made in Italy* s'est globalisé tout en s'efforçant de défaire ses liens avec Rome. Dans le panorama des formations partisans européennes, la Ligue du Nord est un objet atypique : c'est une formation ethno-fédéraliste et populiste qui entretient l'équivoque entre revendications autonomistes (anti-fascistes) et thèmes populistes (baisse des impôts, lutte contre l'immigration, rejet de l'univers institutionnel). La révolte fiscale est ainsi devenue « lutte contre le colonialisme intérieur », le rejet de l'émigré « défense de l'identité du peuple du Nord », la traditionnelle question méridionale « question septentrionale »⁵⁷. Lorsque nous l'avons rencontrée à Turin au printemps 2008, Mercedes Bresso, la Présidente socialiste de la Région du Piémont, nous a assuré que jamais la Ligue ne gagnerait sa région laquelle, pour avoir forgé l'unité italienne à la pointe de l'épée, se distingue par sa tradition étatique. Le 30 mars 2010, au lendemain des élections régionales qui ont vu la *Lega* emporter haut la main la Vénétie (ce qui était programmé), arriver au coude à coude avec le parti de Berlusconi en Lombardie et, surtout, prendre pour la première fois le Piémont, Umberto Bossi déclarait : « La gauche n'existe plus dans le Nord de l'Italie ».

⁵⁶ Lynda Dematteo, *op.cit.*, p.23.

⁵⁷ *Ibidem*, p.23.

Que s'est-il passé ? C'est en m'appuyant sur les travaux anthropologiques consacrés par Lynda Dematteo à la Ligue du Nord ainsi que sur les observations que nous avons dégagées ensemble de notre enquête à Timișoara, que je m'attacherai à décrypter les ressorts du succès actuel de la *Lega*. Dans un premier temps, je décrirai le terreau politique (les visions du monde) sur lequel s'est épanoui le vote léghiste. Dans un second temps, je présenterai l'hypothèse selon laquelle les modèles politiques qui ne cessent de gagner du terrain dans le Nord-Est de l'Italie peuvent en partie être interprétés comme le fruit de l'émancipation de l'économie par rapport au cadre de l'Etat-nation. Le vote *leghista* a d'abord été le fait des provinces septentrionales qui sont traversées par l'autoroute des Préalpes depuis Cuneo dans le Sud Piémont jusqu'à Pordenone en Vénétie. Historiquement de tradition démocrate-chrétienne, ces provinces se caractérisent au plan économique par la forme bien spécifique de capitalisme que nous avons décrite précédemment : celui de petites entreprises familiales qui ont connu un essor aussi tardif que spectaculaire. Ce tissu socio-économique particulier distingue le Nord provincial du Nord métropolitain (Milan, Turin, Gênes), avec ses grandes industries et ses prestigieuses institutions bancaires. Initialement, la Ligue du Nord a donc une assise électorale périphérique, elle s'enracine dans le « Nord profond ». Le sentiment d'appartenance partisan se nourrit en effet d'un complexe provincial. « La stigmatisation dont les militants de la Ligue font l'objet est indissociable de leur origine géographique et renouvelle en partie la satire du paysan septentrional. Les dialectes du Nord que la *Lega* voudrait voir reconnus officiellement matérialisent ainsi une "altérité moquée" car leur élocution amuse les Italiens, qui l'associent automatiquement au type du *polentone* - celui qui a l'intelligence aussi épaisse que la polenta dont il se nourrit »⁵⁸. Travailleur et honnête jusqu'à la bêtise, ce dernier s'oppose point par point aux stéréotypes de l'italianité. En s'efforçant de revaloriser ces traits régionaux, les petits industriels du Nord-Est cherchent une reconnaissance dont ils s'estiment spoliés par les élites italiennes (il faut dire que celles-ci ont tendance à railler les prétentions de ceux qu'ils appellent les *industrialotti*, soulignant le contraste entre leur niveau culturel et les fortunes qu'ils ont accumulées dans les trente dernières années).

⁵⁸ Lynda Dematteo, *op.cit.*, p.23.

Le vote *leghista* est donc marqué par une forte dimension de revanche sociale (on peut au passage relever l'analogie avec le vote nationaliste flamand). En raison de la pauvreté et de l'émigration massive qui ont affecté la Vénétie par le passé, la figure du *self-made-man* est tout à fait centrale dans la culture de cette région. C'est forts de cette expérience que les petits entrepreneurs vénètes se sont convaincus à la fin des années 1980 qu'ils ne devaient rien à l'État italien. Ils refusèrent de payer les impôts et remirent en cause les structures institutionnelles. Le décollage économique du Nord-Est a ainsi encouragé un individualisme forcené, tout en nourrissant des conceptions identitaires exclusivistes, marquées par un sens exacerbé de l'appartenance locale et un rejet des valeurs universalistes. Les adeptes de la Ligue sont partisans d'un monde dans lequel les mécanismes de solidarité ne devraient pas s'étendre au-delà de la communauté locale - celle de la famille, du *campanile*, de la région. Notons que la Vénétie est depuis longtemps un foyer de la « Réaction » en Europe. Suite à l'invasion de la République de Venise par les troupes bonapartistes, la région fut le théâtre de massacres commis à l'envers des paysans qui s'étaient rebellés contre l'envahisseur et contre les citadins de Venise gagnés aux idées républicaines. Ces épisodes ont forgé une tradition d'hostilité aux idéaux politiques propagés par la Révolution française. Ainsi donc, la culture politique du Nord-Est est marquée par une prééminence du pragmatisme économique sur les structures politiques, de la sphère privée sur la sphère publique, du Pape sur le Prince⁵⁹. Pendant les années 1990, la *Lega Nord* a réussi à galvaniser à la fois ces conceptions identitaires particulières et les intérêts économiques des entrepreneurs du Nord-Est contre l'État italien. En réalité, avant même l'émergence de la Ligue, la Vénétie s'était distinguée par des poussées de fièvre anti-étatique : dans les années 1970, elle fut l'un des centres du terrorisme « rouge » et « noir » en Italie. Jouxant directement le rideau de fer, la région était d'une importance cruciale aux yeux de l'Occident, qui s'est efforcé de la maintenir hors des griffes des communistes. La Ligue du Nord aura en quelque sorte canalisé la transition du monde de la Guerre froide vers celui de globalisation.

Membre (pour la troisième fois) d'une coalition de gouvernement formée par Silvio Berlusconi, la Ligue n'est plus ouvertement sécessionniste comme à

⁵⁹ Lynda Dematteo, *op.cit.*, p.7.

la fin des années 1990. On peut néanmoins penser, comme le suggère Lynda Dematteo, que les tendances qui s'expriment par le vote léghiste risquent de se solder à terme par une sortie du politique, un achèvement du processus de détachement vis-à-vis de l'État. Car vote *leghista* et montée de l'abstention ne sont en fait que deux faces d'un même phénomène. La rhétorique sécessionniste et les élucubrations sur la Padanie, pays imaginé du (tout aussi imaginaire) peuple du Nord ne doivent pas tromper : la Ligue a beaucoup plus contribué à discréditer l'État italien qu'à proposer un projet alternatif de construction nationale. Ce parti est en quelque sorte le produit de la désaffection des Italiens pour les formes de représentation collective (partis nationaux, système parlementaire, etc.), et nous sommes entrés dans un cercle vicieux où la désaffection politique se nourrit d'elle-même. Les partis populistes qui, tels la Ligue, dégradent le jeu politique traditionnel et s'emploient à discréditer les institutions bénéficient ensuite directement de l'abstention pour s'imposer électoralement. Selon Lynda Dematteo, « le *leghismo* est un "*sfascismo*" [de *sfacio* qui signifie désagrégation, et de *fascismo*] - jeu de mot italien qui traduit parfaitement la nature de ce mouvement : autant le fascisme a-t-il contribué à l'édification de l'État italien, autant la Ligue du Nord contribue à son démantèlement. Elle est l'expression à la fois ludique et perverse de la réaction anti-étatique des régions du Nord-Est. Les élites ont cessé de remplir leur mission de représentation traditionnelle. Les représentants d'aujourd'hui ne représentent plus qu'eux-mêmes, comme en témoigne Berlusconi qui ne se cache pas de défendre ses intérêts et ceux de ses clients à la tête de l'État. Ces élus autoréférentiels sont les caricatures d'eux-mêmes et la vie politique se dégrade en *show* narcissique »⁶⁰. Ainsi, la sphère de *l'impolitique*, c'est-à-dire ce qui n'est pas représenté, ne cesse de croître à mesure que s'affirme le rejet de la médiatisation politique traditionnelle - et c'est là un défi de taille pour le futur de la vie démocratique.

La dépolitisation peut aussi être interprétée comme la forme politique à l'intérieur de laquelle se détermine l'autonomisation de l'économie. C'est en effet leur réussite à l'échelle mondiale, tout autant que les difficultés qu'ils éprouvent actuellement à maintenir leur compétitivité, qui nourrissent l'intolérance des acteurs économiques du Nord de l'Italie à l'égard des « intrusions » de l'État dans

⁶⁰ Lynda Dematteo, *op.cit.*, p.37.

leurs affaires. Persuadés qu'ils s'en sortent mieux sans la médiation du centre, ils rejettent le jeu politique national et le régime fiscal italien pour se consacrer à l'entrepreneuriat privé et à l'enrichissement local. Selon Dematteo, bien que ces conceptions soient souvent tournées en dérision et qualifiées de « pré-politiques », il se pourrait qu'elles soient plutôt « post-politiques » - dans la mesure où elles ont facilité l'essor de la région dans une économie ouverte. Abstentionnisme, évasion fiscale, délocalisations : l'Etat italien n'est plus tant confronté à des stratégies offensives, comme dans les années 1990, qu'à des stratégies de fuite et d'évitement. La discordance criante entre le temps du politique et de la production normative d'une part, et le temps des marchés globalisés d'autre part, ne fait qu'accélérer le processus. Ainsi, les entrepreneurs du Nord-Est n'ont pas attendu Rome pour prendre leurs dispositions face à l'intensification de la concurrence asiatique. Avec tout le pragmatisme qui les caractérise, c'est notamment en délocalisant leur production qu'ils ont entrepris de résister à cette offensive commerciale. Pour Ferruccio Gambino et Devi Sacchetto, deux sociologues de l'université de Padoue, ces entrepreneurs sont des *power brokers* qui contestent à une échelle modeste, parfois très modeste, les monopoles du pouvoir d'État. Le contexte de l'après-Guerre froide - l'ouverture des frontières, l'affaiblissement de l'État-nation, la diffusion du néo-libéralisme - a favorisé l'apparition de ces acteurs d'un type nouveau. En votant pour la Ligue, une part importante de la population du Nord de l'Italie manifeste aussi son rejet du multiculturalisme et une affirmation de conceptions roides de l'identité locale. Le ralliement aux appels à la rébellion fiscale et institutionnelle, mais aussi à la politique de « tolérance zéro » professée par les léghistes à l'égard des « criminels roumains » en Italie atteste d'un écart frappant entre le degré d'interdépendance économique qui lie la région au monde extérieur d'une part, et l'étendue des consciences politiques d'autre part. La capacité des acteurs économiques du Nord-Est à se projeter hors de leurs frontières, à envisager leurs intérêts comme insérés dans un contexte transnational a ainsi pu aller de pair avec un resserrement des contours du collectif, un réalignement des bornes de la circonscription politique sur l'échelle infra-nationale. Au-delà du cas spécifique des relations entre l'Italie et la Roumanie, ce que cela nous indique, c'est qu'en dépit de l'intensification des interactions économiques favorisée par l'extension du Marché Commun, les Européens peinent à se représenter les échelles politiques et les nouveaux espaces transculturels qui émergent conjointement.

Ce que nous apportons à l'Europe ? Des femmes. De la main d'œuvre bon marché. Et des Tziganes : deux millions ! (Florentin Banu, Timișoara)

La disparition du rideau de fer a fait surgir dans l'imaginaire des Européens de l'Ouest trois figures inquiétantes de gens de l'Est : celle de la prostituée ; celle du travailleur immigré prêt à accepter des conditions de travail au rabais ; celle du mendiant (ou alternativement du criminel) tzigane. Les ressorts spécifiques de l'hostilité nourrie par une partie des populations des « anciens pays membres » à l'égard des nouveaux venus sont relativement peu étudiés (les Européistes se sont souvent contentés de brocarder l'épouvantail du plombier polonais, sans véritablement s'attacher à comprendre les raisons de son succès). De fait, les catégories du droit positif et celles des perceptions coïncident rarement en matière européenne. Du point de vue de la Commission et de celui des universitaires spécialisés dans les affaires européennes, la « mobilité intra-européenne » n'entre pas dans la catégorie de l'immigration (de même que les délocalisations sont plus volontiers qualifiées de « relocalisations »). Aux yeux de bon nombre des citoyens des sociétés d'accueil, les ressortissants des nouveaux Etats membres installés « chez eux » sont pourtant bien des immigrés, surtout pour ces couches de population qui se perçoivent en concurrence avec eux dans leur secteur d'activité professionnelle (bâtiment, hôtellerie et restauration, travaux agricoles, etc.) - voire dans l'éligibilité aux aides sociales. Les mécanismes à l'œuvre ne datent pas d'aujourd'hui. Dans son autobiographie, Umberto Bossi évoque en ces termes la figure de son grand-père maternel, syndicaliste dans les années 1950 : « Il en voulait à mort aux industriels qui licenciaient les travailleurs sans pitié et aussi aux méridionaux qui acceptaient de travailler pour des salaires de misère, il avait déjà compris que l'émigration était un truc du grand capital pour se faire les travailleurs, il l'avait compris à sa manière, un peu vulgaire et naïve »⁶¹. Précisons que la méfiance à l'égard des Européens de l'Est n'est pas le seul fait des classes populaires. Formée à l'école de l'anti-fascisme, une certaine frange des milieux intellectuels occidentaux a eu du mal à tolérer l'anti-communisme épidermique des élites est-européennes et s'est parfois montrée prompte à les taxer de révisionnisme. D'autres, qui avaient espéré que de la rencontre tant attendue entre l'Est et l'Ouest surgiraient de nouveaux modèles de société,

⁶¹ Umberto Bossi, Daniele Vimercati, *La mia Lega, la mia vita*, Milano, Sperling & Kupfer, 1991, p.66. Cité dans Lynda Dematteo, *op.cit.*, p.95.

une synthèse socio-économique originale, ont été profondément déçus de voir l'Europe centrale embrasser avec enthousiasme les paradigmes du capitalisme de marché (aux côtés des trois figures évoquées initialement, il faudrait donc ajouter celles du nationaliste crypto-fasciste et de l'opportuniste ultra-libéral, mais comme elles n'ont pas la même propension à migrer que les trois premières, je les laisserai de côté dans les développements ci-dessous).

En proposant d'analyser ce que les préjugés à l'égard des Européens de l'Est ont de spécifique, mon intention n'est pas de verser à mon tour dans la caricature. Examiner les frictions et les préjugés ne revient pas à oblitérer la richesse des rencontres, des échanges, des amitiés qui caractérisent par ailleurs les relations entre Européens. Comme je l'ai indiqué dans la première partie de cet article, bon nombre des Italiens et des Roumains que nous avons interrogés à Timișoara ont souligné les réelles affinités qui les unissent. De même, à Dublin, tant les Irlandais que les Polonais ont souvent fait référence aux similarités entre leurs deux peuples, que rapprocheraient une expérience commune de l'exploitation sous le joug de puissants voisins, de l'émigration, ainsi que leur identité catholique (le fait que Karol Wojtyła ait été, en 1979, le premier Pape à rendre une visite officielle à l'Irlande a contribué à faire émerger le nom de la Pologne sur des cartes mentales irlandaises par ailleurs davantage polarisées par l'outre-Atlantique que par l'outre-Mur de Berlin). Lors de notre deuxième rencontre, à Dublin, Krzysztof Zanussi décrit ainsi ses sentiments : « Ici, une petite nation rencontre une autre petite nation, incomparablement plus riche, ce qui n'était pas le cas hier. Je ne me sens pas tendu comme en Angleterre. Les Irlandais ont eux aussi été des opprimés, ils ne regardent pas les Polonais comme des inférieurs. Pas plus que nous, en Pologne, ne montrons du doigt les Ukrainiens et les Biélorusses : nous les regardons avec compassion. Evidemment, nous nous considérons comme cent fois meilleurs, mais dans une situation de concurrence égale »⁶². Krzysztof Piesiewicz relève quant à lui les mariages mixtes entre Européens, dont le nombre ne cesse de croître : « Ces unions vont donner des enfants d'une nouvelle qualité. De nouveaux récits »⁶³. Du côté des institutions européennes, on souligne l'euroanéité de la « génération Erasmus » et des nouvelles élites formées à Bruges, Natolin ou Florence. C'est au Collège de Bruges

⁶² Entretien avec Krzysztof Zanussi, avril 2008, *op.cit.*

⁶³ Entretien avec Krzysztof Piesiewicz, mars 2008, *op.cit.*

que la nouvelle étoile de la politique britannique, Nick Clegg, a rencontré son épouse espagnole, et il n'a pas eu peur, pendant la campagne pour les élections de mai 2010, de révéler que leurs enfants sont élevés dans la foi catholique (Tony Blair avait, lui, jugé bon d'attendre la fin de son mandat de Premier ministre pour annoncer sa conversion au catholicisme). Ainsi donc, les identités bougent, se recomposent et se renouvellent à l'intérieur des cadres de la Nouvelle Europe. Mais ces dynamiques d'ouverture et d'hybridation ne doivent pas faire perdre de vue les phénomènes de retranchement et de durcissement identitaires qui s'affirment aujourd'hui si énergiquement dans certaines régions d'Europe qu'il est difficile de prédire laquelle des deux tendances pèsera le plus lourd sur l'avenir de l'Union.

En mai 2004, nombre d'observateurs ont déploré la faillite des responsables politiques de « l'Europe des 15 » à expliquer l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale à leurs opinions publiques. Les bénéfices tirés par les entreprises d'Europe de l'Ouest de l'extension du Marché Commun ont bien souvent été passés à la trappe, et l'élargissement décrit en termes de « Ruée vers l'Ouest ». La tendance s'est rarement démentie depuis : récemment encore, lors du débat télévisé du 22 avril 2010, le candidat conservateur David Cameron dénonçait « l'invasion » de son pays par des légions d'immigrés originaires d'Europe de l'Est : « on nous avait dit 13 000, il en est venu des centaines de milliers ». L'Union souffre ainsi d'un déficit de représentations et de discours publics aptes à articuler la complexité, l'interdépendance entre ses membres. Si l'on en revient à notre cas d'école italien, on relève un décalage criant entre, d'une part, l'invisibilité dont pâtissent tout autant les 900 000 *badanti* employées en Italie que les ouvriers qui travaillent en Roumanie pour des entreprises italiennes, et, d'autre part, la surexposition médiatique dont font l'objet les crimes commis en Italie par des immigrés roumains. Depuis 2007, l'actualité de la péninsule a en effet été scandée par une série d'affaires impliquant des Roumains, et la « peur du Roumain » alimentée à grand renfort de déclarations politiques fracassantes et de reportages télévisés alarmants sans jamais être mise en contrepoint avec la réalité bien plus large et complexe qui caractérise les relations entre les deux peuples. Ces affaires n'ont rien d'anecdotique car elles ont d'inquiétantes répercussions sur le plan des libertés publiques. Elles ont été répertoriées et

analysées par Lynda Dematteo dans une communication orale de décembre 2009 intitulée « L'instrumentalisation politico-médiatique du viol dans l'Italie de Silvio Berlusconi »⁶⁴.

La première affaire qui bouleverse l'Italie se produit en Vénétie, dans une petite ville de la province de Trévise administrée par la Ligue du Nord, Gorgo al Monticano, où un couple de retraités est sauvagement assassiné dans la nuit du 27 août 2007. La coalition de centre gauche alors au pouvoir est mise en cause car l'un des assassins a bénéficié de l'amnistie qu'elle avait fait passer au lendemain de sa victoire de 2006. Mais le fait divers qui met véritablement le feu aux poudres intervient le 31 octobre 2007, lorsqu'une femme de 47 ans est victime d'une agression fatale alors qu'elle rentrait chez elle à Rome. Le gouvernement de gauche passe alors dans l'urgence un décret-loi qui permet d'expulser sans en passer par les tribunaux des citoyens de l'Union européenne présentant une menace pour la sécurité publique. La mesure n'est cependant pas à la hauteur des revendications de la droite populiste, et la couverture médiatique de ce crime brutal (relaté par des titres sensationnels tels que « Massacrée et jetée dans un fossé. Choc à Rome. Un Roumain arrêté »⁶⁵) contribue à nourrir les attaques contre le laxisme de la municipalité romaine conduite par le leader de centre gauche Walter Veltroni (aux élections d'avril 2008, la Mairie de Rome sera prise par le néo-fasciste Gianni Alemanno). Les choses prennent même un tour européen car Bruxelles s'inquiète des atteintes à la libre circulation induites par ce décret-loi, Bucarest proteste contre la confusion entre les honnêtes citoyens et les criminels, et la presse roumaine ne manque pas de relever la différence de traitement entre les faits divers mettant en cause des Roumains et ceux de même nature impliquant des Italiens (les tirades agressives d'Alessandra Mussolini et de son parti *Alternative sociale* sur « les Roumains » provoquent quant à elles la scission du groupe d'extrême droite « Identité, Tradition, Souveraineté » au Parlement européen, suite au retrait des cinq représentants du « Parti de la Grande Roumanie », dont le leader, Corneliu Vadim Tudor, s'estime personnellement insulté par la confusion entre Rom et Roumain). L'été 2008 est à nouveau marqué par des crimes qui défraient la chronique et, en janvier 2009,

⁶⁴ Lynda Dematteo, « L'instrumentalisation politico-médiatique du viol dans l'Italie de Silvio Berlusconi », communication à l'université de Metz, décembre 2009.

⁶⁵ *La Repubblica*, 01/11/2007.

une agression commise à l'encontre d'un jeune couple dans la région de Guidonia constitue l'occasion pour le Ministre de l'intérieur léghiste Roberto Maroni d'annoncer qu'à partir du mois suivant, des soldats seront déployés dans les rues des villes italiennes afin de renforcer la sécurité. Cette affaire est également suivie de raids racistes : neufs étrangers (cinq Albanais et quatre Roumains) sont agressés à l'issue d'une manifestation de *Forza Nuova* qui dégénère en ratonnade. L'émotion suscitée par l'ensemble de ces faits a finalement ouvert la voie à l'institutionnalisation par la République italienne des « rondes padanes »⁶⁶. En juillet 2009, le « paquet sécurité » de la Ligue du Nord est approuvé en deuxième lecture par le Sénat : la clandestinité devient un délit (créant un précédent en Europe) ; les étrangers peuvent désormais être retenus dans des centres d'identification pendant dix-huit mois (contre 60 jours auparavant) ; la location de logements aux clandestins est passible de trois ans de prison ; des associations de volontaires appuieront désormais les forces de l'ordre. S'il est excessif d'assimiler les rondes padanes au squadriste fasciste, il n'empêche que cette loi est vécue par beaucoup d'Italiens comme une résurgence d'un passé funeste.

Il n'est sans doute pas anodin que ce soient des affaires à connotation sexuelle qui focalisent les emballements médiatiques en Italie. Le viol et la peur du viol sont des moyens de contrôler les femmes et, à travers elles, la pureté du groupe (on peut au passage relever que dans les imaginaires des pays de l'Ouest, la Roumanie évoque le mythe de Dracula : le vampire, figure de l'altérité familière qui séduit les femmes avant de les vider de leur sang, vient nous rappeler que la Roumanie est traversée par l'ancienne frontière orientale de l'Empire austro-hongrois et que les Turcs sont là, tout proches). A travers l'insistance sur la barbarie de ces agressions, c'est aussi l'européanité des Roumains qui est mise en doute, et ceux-ci ne s'y trompent pas lorsqu'ils s'alarment des accusations italiennes. Enfin, ces affaires mettent également au jour la teinte particulière du racisme à l'égard des Européens de l'Est. Selon Michael Herzfeld, professeur d'anthropologie à l'université de Harvard, « dans un pays comme l'Italie, les immigrés d'origine européenne sont confrontés à un rejet d'autant plus intense que rien ne les distingue, phénotypiquement, de la population d'accueil, et qu'ils repré-

⁶⁶ Les « chemises vertes » de la Garde Nationale Padane, une association créée en 1998 par des membres de la Ligue du Nord, patrouillent de manière irrégulière dans les rues des villes du Nord de l'Italie pour prévenir la petite délinquance. À l'origine, leur fonction était surtout provocatrice : ils contribuaient à attirer l'attention sur les revendications du parti, qui dénonce l'incurie des institutions et prône l'autodéfense sur le modèle américain.

sentent donc, pour l'extrême droite, une menace de métissage racial et culturel dans un contexte local marqué par le déclin des taux de natalité »⁶⁷. À partir de ses recherches de terrain dans l'un des quartiers du vieux Rome, Herzfeld se penche sur l'animosité manifestée par les couches populaires romaines à l'égard des Européens de l'Est (et affectant, dans un ordre décroissant Roms, Albanais, Roumains, Bosniens, Ukrainiens et Russes). Il se demande notamment pourquoi l'hostilité à leur égard est plus marquée que celle qui frappe les immigrés de couleur. L'une des raisons de ce phénomène pourrait, selon lui, résider dans la simple crainte de la concurrence économique, sous-tendue par la croyance raciste selon laquelle les Européens représentent une menace plus sérieuse que les autres. Mais il discerne également un mécanisme plus insidieux à l'œuvre : « la peur d'une invisible contamination raciale par ces gens qui ont tout l'air d'être 'comme nous' mais qui, dans la rhétorique d'un orgueil culturalo-nationaliste alimenté par les hiérarchies statistiques de l'UNESCO ('nous possédons 70% des œuvres d'art du monde'), sont perçus comme culturellement 'loin derrière nous'. Race et culture se fondent dans une alchimie de la peur »⁶⁸. On pourrait interpréter dans le même sens les féroces campagnes de calomnie qui ont été menées pendant toute l'année 2008 par les tabloïds britanniques. En l'absence de différence de couleur, les griefs ont porté sur les mœurs et se sont fondés sur un sens à peine masqué de supériorité civilisationnelle : les « *Eastern Europeans* »⁶⁹ furent ainsi dépeints sous les traits de grossiers individus qui, non contents de capter « nos emplois » et « nos bénéfices sociaux », se permettent aussi de rafler les champignons dans les forêts, de traiter les carpes comme une nourriture comestible (et non comme un objet de sport désintéressé) - et vont même parfois jusqu'à plumer les cygnes immaculés de Sa Majesté pour les rôtir dans leurs campements de banlieue⁷⁰.

67 Ma traduction. Michael Herzfeld, « Small-Mindedness Writ Large: On the Migrations and Manners of Prejudice », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Vol. 33, No. 2, March 2007, p.255.

68 Ma traduction. *Ibidem*, p.264.

69 Nombre de tabloïds britanniques ne font pas de distinction entre les ressortissants des nouveaux Etats membres. Les « Européens de l'Est » sont parfois, et tout aussi indistinctement, appelés « les Polonais ».

70 Les scandales de barbecues de cygnes ont passionné les tabloïds et les *bloggers* britanniques pendant tout le premier semestre 2008, bien qu'aucune enquête de police n'ait jamais réussi à établir la véracité de ces affaires. Selon une coutume ancienne, les cygnes de certains cours d'eau du Royaume Uni sont la propriété de la Reine (elle seule est éventuellement autorisée à les manger...)

Je crains un retour de balancier, car la conscience de notre appartenance au monde globalisé n'est pas doublée d'une conscience de notre appartenance à une communauté locale. (Hugo Hamilton, Dún Laoghaire)⁷¹

Pour terminer, je voudrais souligner le renversement de perspective auquel m'a conduit l'enquête de terrain sur laquelle est fondée la présente étude. J'avais abordé cette recherche dans l'intention d'interroger la façon dont les « dépayés » de l'Europe contemporaine - Polonais en Irlande, Roumains en Italie, Serbes en Suède - renégocient leurs identités, comment ils ajustent leur rapport aux autres et à l'Europe. Or c'est là où nous ne l'attendions pas que nous ont été données à entendre les expressions de dépaysement les plus aiguës. Ce sont les ressortissants des pays d'accueil qui, au cours de nos entretiens, ont le plus fréquemment et le plus vivement manifesté leur sentiment de ne plus « se reconnaître » en territoire familial. Cela fut le cas en Italie, mais aussi à Dublin et à Malmö. En Irlande, le sentiment d'étrangeté est tout d'abord articulé à la métamorphose du paysage de l'île intervenu en l'espace de dix ans. Chaque nouveau quartier résidentiel construit sur le territoire des comtés de Kildare, Meath, ou du Wicklow est venu distendre un peu plus la nébuleuse suburbaine qui donne à Dublin des airs de Los Angeles ; les villages de vacances bouchent l'horizon sur la côte ouest ; des lotissements ont été érigés en série sur les terres ingrates des paysans pauvres du Connemara et du Kerry, lesquels, ayant troqué leurs moutons pour des maisons, sont devenus des nouveaux riches. Construction, crédit, consommation - tout a enflé (y compris les tours de ceinture : l'obésité est devenue un souci majeur de santé publique en Irlande). Les Irlandais ont trouvé l'Amérique chez eux. Et s'ils ont pu devenir à leur tour Terre Promise pour les Polonais, ils semblent en revanche avoir perdu le fil de leurs vieux mythes. Hugo Hamilton pondère : « La flèche en métal sur O'Connell Street incarne notre ruée vers la prospérité. C'est vrai que c'est un symbole effrayant. Mais nous aurions été tout aussi mal avisés de choisir un symbole du passé. Nous nous sommes bercés trop longtemps d'icônes tragiques (...) Notre culture semblait maudite et cela a suscité chez nous une grande soif d'intégration à l'Europe et au reste du monde ». Mais il ajoute aussi : « Je crains un retour de balancier, car la conscience de notre appartenance

71 Ma traduction. Entretien avec Hugo Hamilton, écrivain, février 2008. Texte intégral : <http://www.notre-europe.eu/fr/axes/visions-deurope/travaux/publication/rencontres-europeennes-13-entretiens-sur-lidentite-europeenne/>

au monde globalisé n'est pas doublée d'une conscience de notre appartenance à une communauté locale ». Selon Eavan Boland, poète et professeur à l'université de Stanford, « les Irlandais ont fait de la prospérité économique leur nouveau récit héroïque. Je peux comprendre que l'on rejette les récits du passé, mais pas qu'on les oublie (...) Ce qui est troublant, c'est que la continuité est maintenant possible parce que l'émigration a cessé. Les gens peuvent avoir une vie stable et continue en Irlande. Mais qu'est ce qui, dans ces vies, s'inscrit encore en continuité avec le passé ? »⁷²

Nos entretiens ont tous été conduits au premier semestre 2008, au moment où la crise économique commençait à faire sentir ses effets. La République irlandaise, pays de 3,8 millions d'habitants, fait aujourd'hui le compte de ses logements vides, monuments embarrassants à la spéculation et à l'appât du gain : selon un étude publiée récemment par l'Université de Dublin (UCD), il y en aurait près de 350 000⁷³, construits pour la plupart grâce à la main d'œuvre fournie par l'immigration polonaise. La fièvre de construction a cessé pendant l'année 2008 aussi brutalement qu'elle avait démarré : les bétonnières sont restées en plan sur certains chantiers ; pelles et casques jaunes des ouvriers jonchent les haies de fuchsias. Ce paysage de friches résidentielles évoque celui des villes minières subitement abandonnées après que se sont tariées les ressources qui les avaient engendrées. Surtout, il jette une lumière crue sur la folie du marché autorégulateur. Le spectacle de ces habitations vides emplit aujourd'hui les Irlandais d'une consternation que ne suffit pas à compenser l'évocation de leur équivalent polonais - de toutes ces maisons à tuiles rouges, vertes ou bleues que se sont fait construire chez eux les travailleurs de choc venus de Mazovie ou de Galicie grâce à l'épargne accumulée pendant les années fastes. Avec la récession économique, le sentiment de solidarité européenne a trouvé ses limites. Bien qu'elles ne s'expriment pas sur un mode agressif (et n'aient pas trouvé de traduction politique), les dispositions vis-à-vis des Polonais ont changé. Ici et là, notamment dans les files d'attente des « *social welfare offices* » (le taux de chômage est passé de 4,8% en janvier 2008 à 13,4% en avril 2010), on entend prononcer, sans animosité, cette petite phrase : « maintenant il serait temps

⁷² Ma traduction. Entretien avec Eavan Boland, poète, Dublin, mars 2008. Texte intégral : <http://www.notre-europe.eu/fr/axes/visions-deurope/travaux/publication/rencontres-europeennes-13-entretiens-sur-lidentite-europeenne/>

⁷³ Etude publiée en 2010 par l'institut d'urbanisme de UCD : <http://www.uep.ie/pdfs/WP%201002%20W.pdf>

pour eux de s'en aller ». Le gouvernement irlandais a commencé à financer le retour au pays de ceux des ressortissants de l'Union européenne qui, ayant perdu leur emploi, se trouvent dans une situation critique de précarité. L'ONG *Crosscare Migrant Project (CMP)* a récemment pointé du doigt le comportement de certains *community welfare officers* qui, autoproclamés gardiens de l'intérêt national, faisaient du zèle en refusant les allocations chômage à des étrangers qui y avaient pourtant droit.

En Italie, le sentiment de dépaysement est le plus souvent formulé en relation avec des discours sur l'immigration et sur l'insécurité. Ce sentiment a été analysé par Lynda Dematteo dans sa communication au colloque de Metz citée précédemment. Elle se réfère notamment à l'ouvrage écrit par l'ancien conseiller municipal écologiste de Venise, Gianfranco Bettin, suite au double homicide de Gorgo al Monticano. Jouant sur le nom de la ville (« gorgo » signifie en italien vortex), l'auteur intitule son livre *Gorgo. Au fond de la peur* et parle du « Nord Profond » qui vote pour la Ligue. « Il se donne pour objet principal l'angoisse qu'éprouvent les habitants de cette région devenue multiculturelle en l'espace de vingt ans. Les Italiens ont le sentiment d'être véritablement "happés" par les transformations sociales : l'image récurrente est celle d'un vortex qui confond et engloutit tout, comme l'exprime de manière inquiétante le poète vénète Andrea Zanzotto : *Dans ce progrès qui se resserre comme un nœud coulant / Je ne sais plus si je suis avalé ou si j'avale*. Ces considérations s'accompagnent de représentations apocalyptiques de la globalisation assimilée à une perte de repères généralisée mettant en péril la subjectivité elle-même (...) Pour Gianfranco Bettin, la médiatisation du meurtre de Gorgo est en fait parvenue à modifier en profondeur la perception de la sécurité. Cette peur n'est pas seulement la somme arithmétique de toutes les agressions commises récemment (plutôt en régression statistique), il s'agit pour lui d'une peur d'un type nouveau : "C'est une création à la fois émotive et politique qui surgit et s'élabore dans l'univers des médias avant de se réfracter dans les yeux, la tête et le microcosme de la vie de chacun". Le souci sécuritaire ne se construit évidemment pas dans le vide, il découle de réelles sources d'inquiétude dans certaines régions italiennes. Les nombreux cambriolages avec prise d'otages engendrent une terreur bien compréhensible dans le Nord-Est du pays. Ils sont une violation de l'espace intime avant d'être une violation de la propriété et engendrent un véritable traumatisme. Ce type d'agres-

sions, *a fortiori* lorsqu'elles sont commises par des étrangers, sème la panique parmi les habitants. C'est en fait la nature même de ces violences, amplifiée par les médias, qui a pour effet de modifier en profondeur les perceptions de la réalité environnante. Et l'usage de ces perceptions constitue désormais l'un des aspects décisifs de la confrontation politique en Italie »⁷⁴. La droite populiste trouve ainsi dans « l'insécurité » son principal facteur d'enracinement territorial. Elle vise la reconquête de l'espace extérieur, sa reconversion en espace de l'entre-soi (en réalité une extrapolation de l'espace privé domestique) car l'extériorité est souvent vécue comme une forme d'hostilité⁷⁵. Pour Ilvo Diamanti, sociologue originaire du Nord Est, l'insécurité naît du dépaysement qu'expérimentent ses concitoyens depuis la disparition de la communauté locale et de ses réseaux d'interrelation étroits : « Autrefois, le territoire existait. On s'y promenait en rencontrant seulement des personnes que l'on connaissait. Les étrangers, on les repérait tout de suite. On les avait à l'œil. Le village existait. Les lieux de sociabilité nous protégeaient du "Monde" même s'ils étaient contraignants et un peu étouffants. Aujourd'hui, ce n'est plus comme ça. L'anonymat de la grande ville s'étend aux villages dévastés par une dilatation urbaine sans limites »⁷⁶. Dans son article intitulé « *Europe of Strangers* », le sociologue Zygmunt Bauman observe quant à lui une confusion entre ce qui relève d'un ébranlement des identités individuelles - dislocation des familles, effritement des liens sociaux, chômage, solitude, etc. - et la recherche de solutions collectives qui bien souvent se résument à identifier un bouc émissaire dont la liquidation, ou la neutralisation, permettrait un retour à l'état antérieur de sécurité et de certitude⁷⁷. Ainsi donc, l'insertion des sociétés nationales dans un environnement international labile et incertain suscite de profondes angoisses chez les individus, et nourrit les pulsions de repli sur le monde de l'entre-soi.

De toutes les régions d'Europe où se fait aujourd'hui sentir la « tentation du réencastrement », c'est peut-être d'Italie et de Hongrie que viennent les signaux les plus inquiétants (même s'il faudrait sans doute regarder de plus près les recompositions politiques et idéologiques en cours aux Pays-Bas). Quelques semaines

⁷⁴ Lynda Dematteo, *op.cit.*, pp.2-3.

⁷⁵ Dematteo, Lynda, 2008, La « défense du territoire » en Italie du Nord, ou le détournement des formes de la participation locale », *Anthropologica*, Vol. 50 n°2, Waterloo (Ontario, Canada), pp. 303-321.

⁷⁶ *Ibidem*

⁷⁷ Zygmunt Bauman, « Europe of strangers », Oxford University Transnational Communities Programme Working Paper, 1998.

avant les élections législatives d'avril 2010, le *Jobbik*, parti d'extrême-droite hongrois, s'est montré assez charitable pour publier une traduction anglaise de son manifeste électoral afin, précise l'avant-propos de ce document, que « tout le monde puisse lire, noir sur blanc, ce que souhaite le *Jobbik* (...) En bref, la restauration de l'autonomie nationale. En un mot, un futur plus radieux ! »⁷⁸. Dans ce qui peut être lu comme un véritable bréviaire national-socialiste (ou selon les termes du parti, une philosophie « nationale éco-sociale »), on apprend donc que le *Jobbik* propose : d'endiguer le déclin démographique hongrois, qui menace à terme « la survie nationale », au moyen d'une politique d'aide à la « famille nombreuse, travailleuse et probe » ; de lancer « un plan national intitulé « Achetez hongrois ! » » et permettant aux entreprises « d'utiliser le préfixe « hongrois » dans leur nom » ; d'imposer aux produits alimentaires importés des standards de qualité comparables à ceux des produits domestiques (« Tu es ce que tu manges », précise le manifeste) ; de lutter contre l'invasion de la flore exogène (l'ambrosie) et contre l'extinction des espèces indigènes ; de mettre un terme à la privatisation du secteur des transports ; de redresser le secteur du sport, qui est devenu « un avorton du caniveau politique depuis le changement de régime de 1989 » et de créer des « Olympiades de la Jeunesse du bassin des Carpates » ; de mettre sur pied une force spéciale de Gendarmerie afin de lutter contre « le crime tzigane » ; de créer « un Institut National de Méthodologie Tzigane conçu pour répondre aux besoins éducatifs spécifiques des Roms hongrois » ; et - bien sûr - de ne pas limiter son horizon politique aux frontières actuelles de la Hongrie mais, au contraire, de « penser en termes d'une nation de 15 millions d'âmes ». C'est sur ce programme de redressement (voire de résurrection) national que le *Jobbik* (qui avait déjà gagné trois députés et 14,8% des voix aux élections européennes de juin 2009) a recueilli 17% des suffrages aux élections législatives hongroises d'avril 2010, devenant ainsi la troisième force politique du pays. Ces élections ont ainsi confirmé l'effondrement de la confiance des Hongrois dans leurs institutions nationales et marqué une profonde reconfiguration de l'échiquier politique : perçu comme un parti de l'ancien système, le *MSZP* a été relégué dans les suffrages ; le *MDF*, parti du dissident József Antall, qui avait conduit la transition de 1990 à 1993, a disparu de la scène. Le *FIDESZ*, parti conservateur de droite, est sorti comme le grand gagnant de ces élections et tout le monde s'interroge aujourd'hui de savoir si son leader, Victor Orban, saura apaiser les

⁷⁸ <http://jobbik.com/temp/Jobbik-RADICALCHANGE2010.pdf>

relations chauffées à blanc avec la Slovaquie voisine, et s'il sera capable (comme il l'affirme) de contenir le *Jobbik*, ou bien s'il en viendra à reprendre à son compte les thèmes de ce parti d'extrême droite.

Il me reste avant de conclure à souligner brièvement deux faits qui mériteraient plus ample analyse. Le premier, c'est que le profil et le langage de la nouvelle génération des leaders populistes européens se fait toujours plus lisse et « respectable ». Geert Wilders aux Pays-Bas, Marine Le Pen en France, ou Krisztina Morvai en Hongrie sont tous des gens sensés et polis, qui ne manquent pas à l'occasion de s'émouvoir de la situation de ceux qu'ils poursuivent de leurs récriminations et poussent même parfois la perfidie jusqu'à présenter leurs idées comme découlant d'un souci du bien-être des immigrés. Mais l'électorat de ces « racistes compassionnels » ne s'y trompe pas et sait, lui, distinguer la véritable portée de leurs propos euphémisés. Il ne faut donc pas s'étonner si la racaille des rues (ou bien les milices, qui telle la Garde Nationale hongroise, jouent les gros bras dans leur quartier ou dans leur village) ne font pas montre de la même courtoisie ni de la même retenue dans leurs paroles et dans leurs actes. En second lieu, il faut souligner que ce sont souvent les Roms qui, en Europe de l'Est (mais aussi de plus en plus fréquemment en Europe de l'Ouest), font les frais des exactions racistes. En Hongrie, en Slovaquie, en République tchèque, en Roumanie : dans tous ces pays, ils sont régulièrement la cible d'agressions qui vont parfois jusqu'au meurtre. A Timișoara, le contrecoup des médiatiques affaires italiennes s'est fait ressentir dans les relations entre les Roms et le reste de la population locale, cette dernière ne pardonnant pas aux Tziganes de salir l'image des Roumains à l'étranger. Outre leurs comportements criminels, il est reproché aux Roms de faire trop d'enfants : on s'inquiète de voir leur poids augmenter dans la population nationale. Là encore, se mêlent préjugés raciaux et hantise du déclin démographique (alliage qu'il faudrait aussi mettre en perspective avec l'absence de travail de mémoire sur ce que fut le sort des Tziganes pendant la Seconde Guerre mondiale, et l'incurie didactique qui persiste sur ce sujet - malgré les actions mises en œuvre dans les pays concernés sous la houlette de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe).

Conclusion

Rom, Romain, Roumain - la proximité fascine autant qu'elle dérange. Ainsi donc, la voie du cosmopolitisme et de la fraternité entre les peuples n'est pas aussi aisée que l'avaient espéré les promoteurs de l'idée européenne. Les mouvements de population à grande échelle, l'hétérogénéité des sociétés européennes contemporaines est plus problématique que ne le laissent entendre les discours institutionnels sur « le dialogue interculturel ». L'Union souffre d'un déficit de représentations aptes à formuler la complexité. Cette complexité que nous avons entendue exprimée dans les discours des « dépayés » rencontrés au cours de notre enquête, chez ces entrepreneurs et ces travailleurs migrants croisés à Lodz, Timisoara, ou Dublin, n'est pas prise en charge au niveau politique. Et ce que nous avons mis au jour au cours de nos recherches, c'est bien une érosion de la capacité de représentation collective, tant au niveau européen qu'au niveau national. L'Europe est aujourd'hui traversée de tensions centrifuges, lesquelles se manifestent à travers la rébellion des régions les plus riches à l'encontre de leur cadre national, mais aussi, à l'inverse, dans le retour au national désiré par une partie de l'électorat populaire. Deux décennies nous séparent de la Chute du Mur de Berlin, vingt ans entre deux révolutions. 1989 avait vu l'effondrement du « socialisme réel » ; 2009 a été l'année d'un ébranlement sans précédent (depuis

1929) du « capitalisme réel ». Personne ne sait définir aujourd'hui avec certitude les contours et le contenu du Bien Commun européen.

L'Union européenne est au milieu du gué. Elle avance sur une assise bancale, conjuguant des instruments issus de politiques intégratrices, telle la monnaie unique, et des procédures dérivées du statu quo intergouvernemental qui prévaut ces dernières années. Il est difficile à ce stade de prédire si la crise économique qui sévit depuis 2008 précipitera un détricotage de l'acquis communautaire, une accélération du délitement des Etats nationaux, ou bien si elle suscitera au contraire une prise de conscience de la nécessité d'une union plus étroite, la reprise d'une politique intégratrice. Ce qui est sûr, c'est que dans sa forme actuelle, le projet européen peine à stabiliser les affiliations. Aux yeux d'une proportion non négligeable de citoyens européens « Bruxelles » incarne un pouvoir lointain qui préside aux transferts d'activités, à une mise en circulation généralisée. L'intégration européenne est, à tort ou à raison, largement perçue comme une courroie de transmission de la globalisation économique. Et le fait que l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale ait coïncidé avec le tournant dérégulateur de la Commission européenne a largement contribué à exacerber les appréhensions (du point de vue des opinions publiques d'Europe occidentale, une décision telle que celle prise par la Cour de Luxembourg en décembre 2007 - malencontreusement nommée « Viking » - ne fait rien pour dissiper l'idée que l'intégration européenne a ouvert les vannes à une mise à sac de leurs systèmes nationaux de protection sociale). Plus l'horizon s'élargit, plus les inquiétudes des citoyens s'exacerbent. L'Union n'a pas réussi à se constituer comme port d'ancrage identitaire.

Bibliographie

Marc Abélès, *Anthropologie de la globalisation*, Payot, 2008.

Adriana Babeti (dir.), « Le Banat: un Eldorado aux confins », Cultures d'Europe centrale, hors série n° 4, Paris, CIRCE, 2007.

Zygmunt Bauman, « Europe of Strangers », Oxford University Transnational Communities Programme Working Paper, 1998.

Suzanne Berger (dir.) *How we Compete: What Companies around the World are doing to make it in today's Global Economy*, New York and London, Currency-Doubleday, 2006.

Lynda Dematteo, *L'idiotie en politique. Subversion et néo-populisme en Italie*, Paris, Éditions du CNRS, 2007.

- « L'instrumentalisation politico-médiatique du viol dans l'Italie de Silvio Berlusconi », communication à l'université de Metz, décembre 2009.

Marcel Détienne, *Comment être autochtone*, Le Seuil, 2003.

Louis Dumont, *Essai sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Le Seuil, 1983.

Aziliz Gouez, « We shall bring you our vices », in *Weighting the Difference: Romanian Identity in the Wider European Context*, Cambridge Scholars Publishing, 2009.

Michael Herzfeld, « Small-Mindedness Writ Large: On the Migrations and Manners of Prejudice », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Vol. 33, No. 2, March 2007.

Douglas R. Holmes, *Integral Europe: Fast Capitalism, Multiculturalism, Neofascism*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

Julian Kazimierz Janczak, « The National Structure of the Population in Lodz in the years 1820-1939 », in *Polin: A Journal of Polish-Jewish Studies*, vol. 6, Oxford, 1991.

Tony Judt, « What Is Living and What Is Dead in Social Democracy? », *The New York Review of Books*, December 2009.

Claude Lefort, *La complication. Retour sur le communisme*, Paris, Fayard, 1999.

Emmanuel Lévinas, *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*, La Haye, Nijhoff, 1961.

Claudio Magris, *Danube*, Gallimard, coll. Folio, 1988.

Joanna B. Michlic, *Łódź in the Post-Communist Era: In Search of a New Identity*, Harvard University, CES, Central and Eastern Europe Working Paper, no. 65, 2008.

Herta Müller, *La convocation*, Éditions Métailié, 2001.

Karl Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, Bibliothèque des Sciences Humaines, 1983.

Veronica Redini, *Frontiere del "made in Italy". Delocalizzazione produttiva e identità delle merci*, Verona, Ombre corte, 2008.

Wladyslaw Stanislaw Reymont, « La terre de la grande promesse », *Cultures d'Europe centrale*, hors-série n°3, Edition bilingue commentée, coédition Université de Varsovie/ CIRCE, Paris IV-Sorbonne, 2004.

Joseph Roth, *Hôtel Savoy*, Gallimard, coll. L'imaginaire, 1987.

Adolf Rudnicki, *Le Marchand de Lodz*, Gallimard, 1969.

Bruno Schulz, *Les boutiques de cannelle*, Gallimard, coll. L'imaginaire, 2005.

Georg Simmel, « Pont et porte », in *La tragédie de la culture et autres essais* (Introduction de Vladimir Jankélévitch), Paris, Rivages poche, 1988.

Israël Joshua Singer, *Les Frères Ashkenazi*, Éditions Denoël, coll. Des heures durant, 2005.

Jenő Szücs, *Les Trois Europes* (Préface de Fernand Braudel), Paris, L'Harmattan, 1985.

Milos Tsernianski, *Migrations*, Paris, Julliard / L'Âge d'Homme, 1986.

Aleksander Wat, *Mon siècle. Confession d'un intellectuel européen* (préface de Czesław Miłosz), Éditions de Fallois / L'Âge d'Homme, 1989.

Simone Weil, *L'enracinement*, Éditions Flammarion, coll. Folio, 1990.

Publications Notre Europe

Lynda Dematteo, *La Ruée vers la Roumanie des entrepreneurs italiens*, étude n° 69, coll. Fabriques de l'Europe (sous la direction de Aziliz Gouez), Notre Europe, 2009.

Aziliz Gouez, *Rencontres Européennes*, étude n°82, coll. Fabriques de l'Europe, Notre Europe, 2010.

Juan Manuel Ruiz Jimenez, *Enraciner l'Europe. Une lecture de Simone Weil*, note pour Notre Europe, 2007.

Filmographie

Francesca Bria, **Tora Krogh**, **Cristina Petrucci** and **Joanne Richardson**, *Made in Italy*, 2006.

Krzysztof Kieślowski, *Trois couleurs : Blanc*, 1994.

Marcin Latało, *Nasza ulica - wersja kinowa*, 2008.

Ulrich Seidl, *Import Export*, 2007.

Andrzej Wajda, *La terre de la grande promesse*, 1974.

Liste des Etudes et Recherches déjà parues

Rencontres européennes - Aziliz Gouez (juillet 2010).

Images Yougoslaves : cinéma yougoslave et image de l'Autre en Europe - Laëtitia Delamarre (juillet 2010).

Timișoara, un chantier identitaire aux confins de l'Europe - Cristina Stănculescu (juillet 2010).

Where is Germany heading? - (Dir. Renaud Dehousse et Elvire Fabry) Timo Behr, Janis A. Emmanuilidis, Almut Möller, William E. Paterson, Daniela Schwarzer, Stefan Seidendorf and Henrik Uterwedde. (juillet 2010).

Karlsruhe's Europe - Katrin Auel et Julio Baquero Cruz (juillet 2010).

Intégration régionale en Europe : sortir de l'impasse - Timo Behr (mai 2010).

La contribution de 14 think tanks européens au Trio de présidences espagnole, belge et hongroise de l'UE - Dir Gaëtane Ricard-Nihoul et Elvire Fabry (mars 2010).

Partenariat Euro-Américain : une nouvelle approche – Groupe de Réflexion (Romano Prodi, Guy Verhofstadt (co-présidents), Étienne Davignon, Jacques Delors, Joschka Fischer, Paavo Lipponen, Tommaso Padoa-Schioppa) et Nicole Gnesotto (Rapporteur) / Coordonné par Sami Andoura, Timo Behr et Gaëtane Ricard-Nihoul (mars 2010).

Une Union sans cesse moins carbonée ? Vers une meilleure fiscalité européenne contre le changement climatique - Eloi Laurent et Jacques Le Cacheux (novembre 2009).

Les interventions de l'UE au niveau national : quel impact ? - Yves Bertoncini (juillet 2009).

Styles, stratégies et potentiel d'influence de la politique européenne de la France : retour sur une présidence remarquée - Martin Koopmann et Joachim Schild (juin 2009).

Des «partis politiques au niveau européen» ? Etat des lieux à la veille des élections européennes de juin 2009 - Francisco Roa Bastos (mai 2009).

La démocratie au sein de l'UE et le rôle du Parlement européen - Centro Studi sul Federalismo, Institut für Europäische Politik, Istituto Affari Internazionali, Notre Europe et The Federal Trust [Version française] (mai 2009).

La Ruée vers la Roumanie des entrepreneurs italiens - Lynda Dematteo (avril 2009).

La santé : un enjeu vital pour l'Europe - Sébastien Guigner (décembre 2008).

La réforme de la PAC au-delà de 2013 : une vision à plus long terme - Jean-Christophe Bureau et Louis-Pascal Mahé (décembre 2008).

La présidence Tchèque du Conseil de l'UE : contexte et priorités - Petr Drulák (décembre 2008).

Les expérimentations sociales en Europe : vers une palette plus complète et efficace de l'action communautaire en faveur de l'innovation sociale - Marjorie Jouen (novembre 2008).

UE-ASEAN : il faut être deux pour danser - David Camroux (juin 2008).

L'économie politique de l'intégration régionale en Afrique australe - Mills Soko (décembre 2007).

Un élève prudent : une vue de l'intérieur de la présidence slovène du Conseil de l'UE - Manja Klemenčič (décembre 2007).

Une Europe ouverte dans un monde multipolaire : l'expérience portugaise - Alvaro de Vasconcelos (octobre 2007).

Power to the People - Promoting Investment in Community-Owned and Micro-Scale Distributed Electricity Generation at the EU Level - Sheldon Welton (juin 2007).

Le vin et l'Europe : métamorphoses d'une terre d'élection - Aziliz Gouez, Boris Petric (avril 2007).

Intégration en Asie : le cas de l'industrie automobile - Heribert Dieter (juin 2007).

Financer l'Europe avec une véritable ressource propre : le point sur l'impôt européen - Jacques Le Cacheux (mai 2007).

L'Allemagne et l'Europe : nouvelle donne ou déjà vu ? Ulrike Guérot (décembre 2006)

L'Union fait la force : l'intégration régionale et commerciale en Amérique du Sud - Alvaro Artigas (décembre 2006).

L'impact des médias télévisés dans la campagne référendaire française de 2005 - Jacques Gerstlé (novembre 2006).

Plan B : comment sauver la Constitution européenne - Andrew Duff (octobre 2006).

Une présidence de transition ? Une vision nationale de la seconde présidence finlandaise de l'Union européenne, juillet-décembre 2006 - Teija Tiilikainen (juin 2006).

Quelle Europe en 2020 ? Contributions libres de douze intellectuels des nouveaux Etats-membres - Gaëtane Ricard-Nihoul, Paul Damm et Morgan Larhant (mai 2006).

Le système européen d'échange de quotas d'émission de CO2 - Coordonnée par Stephen Boucher en partenariat avec l'Université de Columbia (mai 2006).

La question de l'identité européenne dans la construction de l'Union - Aziliz Gouez, Marjorie Jouen et Nadège Chambon (janvier 2006).

Rapport sur l'intégration en Asie de l'Est : occasions présentées par une coopération économique avancée et obstacles prévisibles - Coordonnée par Heribert Dieter, avec les contributions de Jean-Christophe Defraigne, Richard Higgott et Pascal Lamy (janvier 2006).

Un médiateur honnête : la présidence autrichienne de l'Union - Sonja Puntschner-Riekman, Isabella Eiselt et Monika Mokre (décembre 2005).

Constitution européenne et délibération : l'exemple des Focus Groups délibératifs à la veille du référendum du 29 mai 2005 - Henri Monceau (novembre 2005).

Le «non» Français du 29 mai 2005 : comprendre agir - Gaëtane Ricard-Nihoul (octobre 2005).

Pour un nouveau contrat social européen - Marjorie Jouen et Catherine Palpant (septembre 2005).

La présidence britannique de l'Union européenne placée sous le signe de l'efficacité - Anand Menon et Paul Riseborough (juin 2005).

Le budget européen : le poison du juste retour - Jacques Le Cacheux (juin 2005).

Vers un espace public européen ? les élections européennes de juin 2004 - Céline Belot et Brunon Cautrès (juin 2005).

Pourquoi ils ont voulu l'Europe - Jean-Louis Arnaud (mai 2005).

La ratification et la révision du Traité établissant une Constitution pour l'Europe - Henri Oberdorff (avril 2005).

Le Luxembourg aux commandes : détermination, expérience et abnégation - Mario Hirsch (décembre 2004).

Moteur malgré tout : les relations franco-allemandes et l'Union européenne élargie - Martin Koopman (novembre 2004).

L'Europe et ses think tanks : un potentiel inaccompli - Stephen Boucher, Diego Cattaneo, Juliette Ebelé, Benjamin Hobbs, Charlotte Laigle, Michele Poletto, Radoslaw Wegrzyn (octobre 2004).

La présidence néerlandaise de l'Union européenne en 2004 - Mendeltje Van Keulen et Monica Sie Dhian Ho (juin 2004).

Le regard des autres : le couple franco-allemand vu par ses partenaires - Matt Browne, Carlos Closa, Søren Dosenrode, Franciszek Draus, Philippe de Schoutheete, Jeremy Shapiro (avril 2004).

L'Europe élargie peut-elle être un acteur international influent ? - Franciszek Draus (février 2004).

Le Royaume-Uni et le traité constitutionnel européen : le pilotage par l'arrière - Anand Menon (janvier 2004).

L'Irlande et l'Europe : continuité et changement, la présidence 2004 - Brigid Laffan (décembre 2003).

L'attitude des Etats-Unis envers l'Europe : un changement de paradigme ? - Timo Behr (novembre 2003).

Dynamiser l'esprit de coopération euro-méditerranéen - Bénédicte Suzan (octobre 2003).

L'Italie, l'Union européenne et la présidence 2003 - Roberto Di Quirico (juillet 2003).

Les attitudes des européens et les relations transatlantiques entre 2000 et 2003 : une vision analytique - Anand Menon et Jonathan Lipkin (mai 2003).

Grands et petits Etats dans l'Union européenne : réinventer l'équilibre - Kalypso Nicolaïdis et Paul Margette (mai 2003).

L'investissement direct vers les nouveaux Etats adhérents d'Europe centrale et orientale : ce que l'élargissement pourrait changer - Bérénice Picciotto (mai 2003).

La nouvelle architecture de l'Union européenne : une troisième voie franco-allemande ? - Renaud Dehousse, Andreas Maurer, Jean Nestor, Jean-Louis Quermonne et Joachim Schild (avril 2003).

Un nouveau mécanisme de coopération renforcée pour l'Union européenne élargie - Eric Philippart (mars 2003).

La Grèce, l'Union européenne et la présidence 2003 - George Pagoulatos (décembre 2002).

La question du gouvernement européen - Jean-Louis Quermonne (décembre 2002).

Le Conseil européen - Philippe de Schoutheete et Helen Wallace (septembre 2002).

Les Danois, l'Union européenne et la prochaine présidence - Søren Dosenrode (juin 2002).

Réformes sur la voie de la décentralisation pour trois pays d'Europe Centrale et Orientale candidats à l'adhésion, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque (1999-2001) - Michal Illner (juin 2002).

Les racines internes de la politique européenne de l'Espagne et la présidence espagnole en 2002 - Carlos Closa (décembre 2001).

La Convention pour l'élaboration de la Charte des droits fondamentaux : une méthode d'avenir ? - Florence Deloche-Gaudez (décembre 2001).

L'approche fédérative de l'Union européenne ou la quête d'un fédéralisme européen inédit - Dusan Sidjanski (juillet 2001).

La présidence belge 2001 - Lieven de Winter et Huri Türsan (juin 2001).

Le débat suédois sur l'Europe - Olof Petersson (décembre 2000).

Un élargissement pas comme les autres ... Réflexions sur les spécificités des pays candidats d'Europe Centrale et Orientale - Franciszek Draus (novembre 2000).

Les Français et l'Europe, l'état du débat européen en France à l'ouverture de la présidence française - Jean-Louis Arnaud (juillet 2000).

Portugal 2000 : la voie européenne - Alvaro de Vasconcelos (janvier 2000).

Le débat intellectuel finlandais sur l'Union européenne - Esa Stenberg (août 1999).

Le système de la réserve fédérale américaine : fonctionnement et accountability - Axel Krause (avril 1999).

Réussir l'Union Economique et Monétaire - Partenariat Notre Europe - Centro Europa Ricerche (mars 1999).

Le débat intellectuel sur l'Europe au Royaume-Uni - Stephen George (octobre 1998).

Le Royaume-Uni dans l'Europe de demain - Centre for European Reform, Lionel Barber (avril 1998).

L'Europe sociale. Historique et état des lieux - Jean-Louis Arnaud (juillet 1997).

Les coopérations renforcées : une fausse bonne idée ? - Françoise de la Serre et Helen Wallace (septembre 97).

Déficit de croissance et chômage : le coût de la non-coopération - Pierre-Alain Muet (avril 1997).

Toutes nos publications sont disponibles sur notre site Internet : www.notre-europe.eu

Mentions légales

Avec le soutien de la Commission européenne : soutien aux entités actives au niveau européen dans le domaine de la citoyenneté européenne active.



La Commission européenne et Notre Europe ne sont pas responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans le texte. La reproduction est autorisée moyennant mention de la source.

Notre Europe reçoit également le soutien financier du gouvernement français, de la Compagnia di San Paolo, de la Macifet du Grand Duché du Luxembourg.

Dépôt légal

© Notre Europe, août 2010